

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Le Régime des Capitulations

juqu'à la Conférence de la Paix de 1919

et la Réforme judiciaire en Chine

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 28 Mai 1920 à 2 heures

PAR

Yen-Tsine KEUN

Président : M. WEISS, professeur

Suffragants { *M. PILLET, professeur*
M. GIDEL, agrégé

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, rue Racine (VI^e)

1920

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Le Régime des Capitulations

juqu'à la Conférence de la Paix de 1919

et la Réforme judiciaire en Chine

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 28 Mai 1920 à 2 heures

PAR

Yen-Tsine KEUN



Président : M. WEISS, professeur
Suffragants { *M. PILLET, professeur*
 { *M. GIDEL, agrégé*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, rue Racine (VI^e)

1920

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses: ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE RÉGIME DES CAPITULATIONS

Jusqu'à la Conférence de la Paix de 1919

ET LA

RÉFORME JUDICIAIRE EN CHINE

INTRODUCTION

Il est de principe, en droit des gens, qu'un Etat ne peut exercer, en pays étranger, aucun pouvoir de juridiction sur ses ressortissants. Ceux-ci doivent être, pour leurs contestations, justiciables de l'autorité locale sous l'empire de laquelle ils se trouvent, conformément au principe général d'après lequel chaque nation possède et exerce seule et exclusivement la juridiction sur toute l'étendue de son territoire et les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire, étrangers et nationaux (1).

En est-il de même en ce qui concerne les Etats d'Occident dont les ressortissants se trouvent en

1. G. Timmermain, *La Réforme judiciaire en Egypte et les constitutions*, p. 10.

pays hors chrétienté, particulièrement en Chine ? La négative n'est pas douteuse. Dans ce pays, la compétence des tribunaux consulaires est exclusivement admise, sur le territoire des concessions, en vue de trancher les litiges entre les étrangers.

La justification de cette dérogation à la souveraineté nationale réside dans les différences de civilisation, de religion, des principes moraux et de justice, d'us et coutumes. « Lorsqu'il existe entre deux peuples », dit M. Féraud Giraud, de très grandes différences, sous le rapport de la religion, des mœurs, des lois, et de coutumes, des rapports durables et suivis ne sont possibles qu'autant que celui de ces peuples que son activité attire sur le territoire de l'autre y trouve des garanties exceptionnelles, sans lesquelles il n'existe aucune sécurité ni pour les personnes ni pour les biens » (1).

L'établissement des capitulations en Chine remonte au milieu du XIX^e siècle, en vertu des traités de 1842, 1843, 1844, 1858, 1860, etc., et il a été la conséquence naturelle de la politique de la Porte ouverte, qui consistait à ouvrir des portes aux commerce étranger et à admettre l'installation des Consuls. Ces capitulations, ces exemptions de juridiction

1. L. G. D. Giraud, *Juridiction française dans les Echelles du Levant et de Barbarie*, t. I, p. 29.

locale, doit-on les maintenir intactes ? ou, au contraire, ne faudrait-il pas les supprimer, du moment que les causes qui en justifiaient la création viennent à disparaître ? L'affirmative doit être admise. La Chine s'était efforcée, à maintes reprises, de réformer son organisation judiciaire, dont la transformation et les progrès considérables méritent à juste titre d'être remarqués par les pays d'Occident ; elle a suivi l'exemple donné par le Japon en 1896 et par les pays Balkaniques.

Aussi certains Etats, désireux de donner satisfaction à la Chine, ont-ils déjà promis à cette dernière de renoncer à leurs privilèges de capitulation. En 1902, le Gouvernement britannique, dans le traité de commerce qu'il signait avec la Chine, laissait entrevoir à cette dernière la possibilité derecouvrir la plénitude de ses droits de juridiction, comme cela avait eu lieu en 1894 pour le Japon. L'article 12 du traité précipité, après avoir exprimé le désir de la Chine de réformer son système judiciaire d'accord avec les Puissances occidentales, promet l'aide de l'Angleterre et donne l'assurance à la Chine de l'abandon, par le Gouvernement britannique, de ses droits d'extra-territorialité lorsque l'état des lois et de l'administration de la Chine le permettra.

Cette promesse faite à la Chine, cette sorte de consécration officielle de sa volonté de réformer ses lois

et sa justice, a été reconnue, après les Anglais, par les Américains et les Japonais en 1903 (1).

Les tentatives répétées du Japon depuis 1882 en vue de faire disparaître les capitulations n'avaient pu aboutir. Ce n'est que par les traités de 1894-1896 que, vu les progrès réalisés et les preuves de civilisation données par le Japon, les puissances occidentales ont fini par consentir la suppression des capitulations au Japon.

Il en a été de même pour la Grèce, la Serbie, la Roumanie, la Bulgarie, la Bosnie et l'Herzégovine, le Monténégro, la Corée, le Siam, la Tunisie et l'île de Chypre.

Dans tous ces pays, l'existence des capitulations avait été préalablement constatée ; mais, par suite des modifications apportées à la forme des Etats, les uns étant devenus colonies ou protectorats d'un autre Etat, ou encore une ancienne possession musulmane étant passée au pouvoir d'une puissance chrétienne, les nations chrétiennes soumises au joug musulman ont recouvré leur indépendance ; dès lors, ces capitulations ne pouvaient être maintenues selon le principe de l'équilibre des Etats.

1. Marcel Baudez, *Essai sur la condition juridique des étrangers en Chine*, p. 57.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

§ 1. — Ce que c'est que les capitulations

Les capitulations sont des conventions internationales en vertu desquelles les sujets des Etats chrétiens, lorsqu'ils résident dans les pays dits de non-chétienté, sont soustraits de plein droit à la compétence des tribunaux locaux et ne sont justiciables que de leurs agents diplomatiques ou consulaires.

Il s'agit donc d'une grave atteinte à la souveraineté des Etats et ces capitulations sont en complète opposition avec l'unité nationale.

A l'origine, l'étymologie et le caractère du mot *capitulation* avaient mis les auteurs en désaccord. Plusieurs opinions avaient été émises au sujet de son vrai sens. Pour les uns, ce mot signifie *capitulaire*, désignant un traité en plusieurs chapitres ; d'après les autres, cette expression provient d'une idée musulmane d'après laquelle, en cas de guerre entre les croyants et les infidèles, les premiers peuvent accorder des trêves aux seconds (*capitulations*).

D'après M. Henry Bonfils, ce mot tire son origine de la langue italienne ; « capitulations » signifie « accord, convention ». Cette dernière étymologie semble être la meilleure, parce que la langue italienne était autrefois la langue diplomatique.

L'origine des capitulations

La première capitulation véritable remonte au règne de François I^{er} (traité de 1535 entre François I^{er} et Solimen le magnifique, sultan de Turquie. Ce fut le Sire Jean de la Forêt qui fut envoyé à Constantinople en vue de conclure spécialement ce traité au nom du roi de France. Ce traité est divisé en dix-sept articles (1).

Un texte français et un texte italien seuls existent ; ils sont aux archives du Ministère des Affaires étrangères à Paris (2). On peut considérer que ce traité a servi de base et de modèle à toutes les capitulations ultérieures et que c'est par lui que le principe des capitulations a pénétré définitivement dans le droit international moderne.

Plusieurs raisons avaient déterminé François I^{er}

1. G. Péliissié du Rausas, *le Régime des capitulations dans l'Empire ottoman*, 2^e éd., t.I. p. 16.

2. Henry Bonfils, *Manuel de Droit international public*, 6^e éd. p.565.

à conclure ce traité avec Soliman le Magnifique. C'était tout d'abord la sauvegarde et le maintien de l'équilibre européen contre Charles-Quint, qui rêvait d'une monarchie universelle. Le Roi désirait aussi assurer à la France la conservation des avantages accordés à plusieurs villes commerciales, notamment à Marseille et à Montpellier, avant la conquête turque. Il voulait enfin, par ce traité, obtenir pour ses sujets les mêmes privilèges qui avaient été concédés par Mahomet II aux Vénitiens, et comprendre sous sa protection tous les sujets des Etats chrétiens, sauf ceux de Charles-Quint.

Par ce traité, il était stipulé que le droit de commerce et de navigation doit être accordé aux étrangers ; toutefois de bien nombreuses restrictions étaient apportées à l'exercice de ce droit. Mais les avantages réels que procurait ce traité consistaient dans la reconnaissance d'un droit au profit de la France en matière de procédure. Tout procès civil et criminel entre Français devra être jugé par un bailli envoyé spécialement à Constantinople par le Roi de France (art. 3). Le libre exercice du culte était également reconnu aux Français, la garde des lieux Saints était réservée aux religieux catholiques (art. 5). D'après ce traité, les officiers du grand seigneur prêteront main forte pour l'exécution des jugements des consuls. Toute sentence rendue par le cadi entre

marchands français sera nulle et ne produira aucun effet. Les procès civils entre Français et Turcs ne pourront être tranchés par le cadi à moins qu'il y ait une preuve écrite apportée par l'adversaire, ou le consul. Il était stipulé enfin que les français, dans aucun cas, ne pourront être jugés sans la présence de leur drogman. Ce traité de 1535 fut renouvelé à plusieurs reprises, notamment en 1553, 1569, 1581, 1597, 1604, 1614, 1618, 1635, 1740 (1).

A cette dernière époque, Louis XV avait envoyé le marquis de Villeneuve à Mahmoud I^{er} en vue du renouvellement du traité de 1535. Ce dernier avait pris l'engagement formel d'assurer l'observation de cette capitulation par ses successeurs (art. 85) (2).

§ 2. Comment expliquer le régime de faveur résultant des capitulations au profit des occidentaux ?

A l'origine, les capitulations ne provenaient pas, à proprement parler, de contrats bilatéraux. Elles avaient leur source, en général, dans les concessions gracieuses accordées aux occidentaux par la Porte

1. L. G. D. Féraud Giraud, *Juridiction française dans les Echelles du Levant*, t. I. p. 48 et 88.

2. G. Péliissié du Rausas, *le Régime des capitulations dans l'Empire ottoman*, 2^e éd., t. I, p. 76.

ottomane, qui obtenait, en revanche, la possibilité de rester en relations commerciales avec les puissances européennes. Ainsi, en 1453, l'autonomie des Gênois, antérieurement reconnue, était confirmée par Mahomet II après la conquête de Constantinople.

En dépit des résultats négatifs des croisades entreprises pour délivrer les lieux saints de la domination turque, il n'en est pas moins vrai que ces expéditions avaient facilité, pendant deux siècles, l'éclosion des rapports commerciaux entre les peuples d'Occident et les orientaux. C'est ainsi que les marchands européens avaient pu visiter la Syrie, la Palestine, l'Asie-Mineure, l'Egypte et s'établir en Orient.

Parmi ces marchands, il faut noter ceux de Venise, Raguse, Gêne, Pise, Marseille, Montpellier, Barcelone.

En vue de faciliter les relations commerciales, des comptoirs ou factoreries furent créés, qui obtinrent, par la suite, une importance considérable. Dans chaque ville, on donnait des garanties spéciales pour l'établissement de ces comptoirs. Ainsi en 1204, l'existence du faubourg des Gênois était constatée à Constantinople.

A cette époque, la personnalité des lois était la règle.

Par suite le marchand établi en pays étranger devait observer la coutume commerciale nationale dans les litiges avec ses compatriotes. Il résultait de là que pour éviter des déplacements des plus difficiles et des plus onéreux, il y avait nécessité absolue d'instituer un organe de juridiction connaissant ces lois personnelles et pouvant les appliquer dans ce pays étranger. Cet organe de juridiction, ce magistrat, peut-on dire, choisi parmi les commerçants d'une même cité ou envoyé expressément par la mère patrie, fut le consul.

Lorsque la domination turque se fut étendue, sous la dynastie des Abassides, les Turcs firent la conquête des royaumes chrétiens. Les ressortissants de ces royaumes eurent dès lors besoin plus que jamais de garanties et de protection pour leur personne et leurs biens, puisque l'état de guerre est pour les mahométans une obligation perpétuelle contre ceux qui ne suivent pas la loi du prophète. Force fut donc, pour ces chrétiens établis dans le Levant, de maintenir et de renouveler les privilèges et les droits reconnus antérieurement à leur profit par les empereurs grecs et les princes latins.

D'un autre côté, l'activité et l'esprit d'entreprise des européens étaient estimés par les Turcs qui, appréciant d'autre part les services et les avantages rendus par le commerce maritime avec les infidèles,

consentirent des trêves, des garanties, qui forment les sources de capitulations.

Cette sorte de concession était d'ailleurs conforme à la tradition musulmane. En effet, de semblables privilèges avaient été accordés, au ix^e siècle, par l'empereur de Chine aux négociants turcs établis dans le port de Kanfou. Un juge mahométan y était installé pour trancher les différends entre ses compatriotes (1).

De tout ce qui précède, on peut conclure que la justification, la raison d'être des capitulations, réside dans la différence des civilisations, des cultes religieux, des dogmes, et des législations entre les Etats chrétiens et les Etats non chrétiens. Le Chancelier Kent disait : « le droit international, en tant qu'il est d'accord avec les principes de justice, de vérité, d'humanité, est également obligatoire dans tous les temps et tous les lieux. Mais les nations chrétiennes de l'Europe et leurs descendants de l'autre côté de l'Atlantique, par la supériorité de leurs talents dans les arts, les sciences et le commerce comme dans la politique et le Gouvernement et, avant tout, par la lumière plus abondante, les vérités plus certaines et la sanction plus définie que le christianisme a com-

1. G. Zimmermain, *la réforme judiciaire en Egypte, et les capitulations*, p. 15.

muniquées à la doctrine morale des anciens, ont établi un système juridique qui leur est propre. Elles forment une communauté de nations unies par la religion, les coutumes, la morale, l'humanité, la science et unies aussi par les avantages mutuels des rapports commerciaux, par l'habitude de former des alliances et des traités les uns avec les autres, de s'envoyer des ambassadeurs, de reconnaître et d'étudier les mêmes écrivains, les mêmes théories de droit public (1).

Après avoir indiqué les diverses raisons qui justifiaient pleinement le principe de capitulations, il nous paraît intéressant d'examiner les différentes applications pratiques du droit de capitulations et des privilèges accordés aux étrangers. Ce sont le droit de circulation, le droit de résidence, le droit de propriété et le droit de commerce.

I. — *Circulation*

« Les Français, porte l'article 20 de la capitulation de 1740, marchands, dromans et autres, pourvu qu'ils soient dans les bornes de leur Etat, peuvent aller librement par mer et par terre pour vendre,

1. *Commentary on international Law*, éd. Aboy, 1866 (traduction de M. L. Renault), p. II.

acheter et commercer, et, après avoir payé les droits d'usage et de consulat, ils ne doivent pas être inquiétés ni molestés, en allant et venant, par les amiraux, capitaines des bâtiments turcs et autres, non plus par les troupes. »

Cette capitulation reconnaissait donc, en général et sans la moindre restriction, le droit des Français de circuler librement sur terre et sur mer pour faire le commerce en Turquie (1). Il est à remarquer que, malgré la teneur rigoureuse de cet article, son application amena bien souvent de nombreux incidents concernant surtout le commerce maritime, par suite de la violation, par les Ottomans, de l'esprit et même de la lettre du Traité. On peut donc dire que, en droit, la liberté commerciale maritime était stipulée dans le traité ; mais, en fait, son existence ne se manifestait pour ainsi dire pas.

En Chine, la liberté de circulation existe sur tout le territoire. Cependant l'étranger qui veut s'y rendre doit posséder un passeport rédigé en sa langue nationale et en Chinois. L'article 8 du Traité de Tien-Tsin

1. Nous devons ajouter immédiatement que, si nous parlons simplement de la France, c'est que, pendant de nombreuses années, la France fut seule chargée, en Orient, de la représentation des Européens. Il n'y eut que les Anglais et les Vénitiens qui combattirent ce privilège et qui obtinrent, en 1607, le droit de se faire représenter directement à Constantinople. Mais la France seule pouvait représenter les autres puissances.

de 1858 est formel à cet égard : « Les Français qui voudront se rendre dans les villes de l'intérieur ou dans les ports où ne sont pas admis les navires étrangers, ou encore de l'une à l'autre des villes ouvertes, le pourront en toute sûreté, à la condition expresse d'être munis de passeports rédigés en français et en chinois, légalement délivrés par les agents diplomatiques ou les Consuls de France en Chine, et visés par les autorités chinoises. (1) »

II. — *Droit de résidence*

Le droit d'établissement que les Français avaient obtenu dans les Echelles du Levant était général, il n'était restreint que par une obligation, celle de l'immatriculation au consulat le plus voisin de la résidence ; obligation qui n'était imposée que par les autorités françaises. Mais ce droit est-il aussi étendu vis-à-vis de la Chine, relativement aux résidences que les puissances occidentales devaient y acquérir ? Il est certainement moins général. Limité d'abord à cinq ports, il s'est accru peu à peu, à mesure que les autres ports ont été ouverts au commerce étranger.

En dehors des ports ouverts rien n'est prévu. Il

1. Marcel Baudet, *Essai sur la condition juridique des étrangers en Chine*.

semble que les Européens n'ont pas ce droit d'établissement dans l'intérieur du pays. En fait, cependant il est constant que des étrangers s'y étaient installés, comme ils le font encore, sans être, pour cela, inquiétés.

Il convient maintenant de souligner l'importance de la situation toute privilégiée obtenue par les missionnaires. L'article 13 du traité de Whampao stipule que « la religion chrétienne ayant pour objet essentiel de porter les hommes à la vertu, les membres de toutes les communions chrétiennes jouiront d'une entière sécurité pour leurs personnes, leurs propriétés et le libre exercice de leurs pratiques religieuses, et une protection efficace sera donnée aux missionnaires qui se rendront pacifiquement dans l'intérieur du pays, munis de passeports réguliers dont il est parlé dans l'article 8. Aucune entrave ne sera apportée par les autorités de l'Empire chinois au droit qui est reconnu à tout individu, en Chine, d'embrasser, s'il le veut, le christianisme et d'en suivre les pratiques, sans être passible d'aucune peine infligée pour ce fait. « Tout ce qui a été précédemment écrit, proclamé ou publié en Chine, par ordre du Gouvernement, contre le culte chrétien est complètement abrogé et reste sans valeur dans toutes les provinces de l'Empire. »

Avant les premiers traités, les missionnaires catho-

liques avaient déjà par usage, un droit datant de trois siècles.

III. — *Droit de propriété immobilière*

Ce n'est qu'à partir de 1867 que les étrangers ont été admis en Turquie, comme les Ottomans eux-mêmes, à jouir de droit de propriété immobilière dans toute l'étendue de l'empire, exception faite pour la province de Hedjaz, moyennant l'observation des lois et règlements qui régissent les Turcs. Ils ont donc les mêmes droits que les indigènes en matière de droits immobiliers et ils sont soustraits au régime d'exception.

Avant cette époque, les immeubles ruraux et urbains en Turquie ne pouvaient appartenir qu'aux indigènes. Les étrangers n'y avaient ni propriété ni possession immobilière.

D'une part, l'ordonnance de 1781 défendait aux Français de posséder des immeubles en Turquie en dehors des maisons et des magasins réservés par les Français pour eux et leurs marchandises. D'autre part, la loi musulmane défendait aux chrétiens de posséder des immeubles dans le pays ; la propriété immobilière était considérée comme un droit de nature religieuse et, s'il survenait une contestation d'ordre immobilier entre ottomans c'était la juridiction religieuse seule qui était compétente.

En Chine, les étrangers n'avaient jamais obtenu le droit absolu de posséder des immeubles, car, dans les divers traités que la Chine avait signés avec les puissances étrangères, le terme « propriété » avait toujours été écarté avec soin.

Le traité supplémentaire de Hoo-Mun-Chaï emploie l'expression « beasing ground » (art. 7) ; celui de Tien-Tsin, celle de « résidence » (art. 2). Le traité Sino américain de Wanghea (art. 17) se sert de « hiring sites » ; celui de Whampao emploie celle de « affermer ». Le traité allemand de 1861 et les traités conclus avec la Belgique en 1865 se servent tous de la même expression « affermer ». En fait les locataires étrangers d'immeubles en Chine furent toujours traités comme de véritables propriétaires.

IV. — *Droit de commerce*

Les capitulations de 1740 (art. 20) avaient autorisé les Français à faire le commerce en Turquie, mais l'exercice de ce droit était en fait limité. Tous les produits agricoles étaient monopolisés par les indigènes, des taxes élevées frappaient les marchandises importées. Ces restrictions n'avaient duré que jusqu'à 1861, époque où la situation des commerçants français s'était modifiée à leur profit.

Au début, les relations commerciales entre la Chine

et la Russie n'apportaient aucune restriction à l'exercice de ce droit. Toutes personnes pouvaient vendre et acheter tout ce qu'elles jugeaient à propos, et faire un commerce réciproque (art. 7, traité de Neretkins, 1689).

Mais cette liberté commerciale fut ensuite restreinte par l'article 4 du traité de Kiakhda en 1727 : « le nombre des négociants qui peuvent aller tous les trois ans en Chine ne doit pas dépasser deux cents. Ils peuvent vendre toute espèce de marchandises, excepté celles que les lois des deux Empires défendent. » Par contre « aucune taxe ne pourra être exigée ni du vendeur ni de l'acheteur (1). »

Divers traités de commerce furent conclus successivement avec les autres puissances.

Le premier véritable traité de commerce conclu entre la France et la Chine ne date que de 1844 ; signé à Whampao, il est basé sur le traité de Nankin conclu avec l'Angleterre en 1842. Au début du XVIII^e siècle, une compagnie commerciale s'était pourtant constituée en France sous le nom de « Compagnie de la Chine », dans le but d'entretenir des relations de commerce avec la Chine.

Cette compagnie avait envoyé un premier bateau

1. H. Cordier, *les Relations de la Chine avec les Puissances occidentales*, t. 1, p. 79.

français à Canton. Le voyage eut lieu par le cap de Bonne-Espérance. Ce voyage permit d'obtenir un bon résultat. « L'Empereur de Chine accordait aux Français un établissement avec l'autorisation d'acheter une maison dans la ville de Canton (1). »

Il est à remarquer que « la France devait occuper en Chine, pendant une grande partie du XVIII^e siècle, grâce à la puissante compagnie des Indes, la première *place commerciale* après les Anglais ».

Mais les relations commerciales nouées avec la Chine par les Anglais sont bien plus importantes.

L'Angleterre a imposé à la Chine des conventions commerciales qui servirent plus tard de base aux traités conclus par les autres pays et où, pour la première fois furent officiellement reconnues les capitulations. Pour ne citer ici que la plus importante, nous signalerons le traité de Nankin. L'article 2 de ce traité ouvrait au commerce anglais les cinq premiers ports : Canton, Amoy, Fou-Tchéou, Ning-po et Changhaï.

1. Cl. Madrolle, *les Premiers voyages français en Chine (La Compagnie de la Chine, 1698-1719, p. 41 et 256).*

§ 3. — Comment les capitulations avec la Turquie ont servi de modèle à toutes les conventions postérieures du même genre.

Les traités successifs, que la Sublime Porte avait conclus ultérieurement avec les autres puissances occidentales, étaient basés, avons-nous dit, sur les capitulations de 1535 entre la France et la Turquie. Mais quels sont les pays avec lesquels l'Empire ottoman avait conclu de tels traités, qui lui sont si préjudiciables quant à la souveraineté nationale ? Il y a lieu de citer, à cet égard, les capitulations avec la Grande-Bretagne. Ce régime de faveur a été concédé à l'Angleterre sous les règnes de la reine Elisabeth et du Sultan Mourad III en 1850. C'était simplement une sorte de privilège et non un traité véritable ayant le caractère et la forme d'un contrat bilatéral.

Par ces capitulations, la Grande-Bretagne était autorisée : 1^o à instituer des consuls dans tous les ports de l'empire ottoman ; 2^o à jouir du traitement de la nation la plus favorisée ; 3^o à obtenir tous les privilèges accordés aux Français, Vénitiens et autres amis de la Porte. Ces capitulations reçurent des confirmations successives, dont la dernière date du 29 avril 1861.

Jusqu'en 1612, le commerce des Pays-Bas était sous la protection de la France. Mais, dès cette époque, les Hollandais avaient obtenus du Sultan Achmet 1^{er} le régime des capitulations qui leur accordait des droits analogues à ceux de la France et de l'Angleterre. Ces privilèges furent également confirmés par le traité de commerce conclu le 25 février 1862 entre les deux pays.

Les capitulations au profit de l'Autriche-Hongrie existent depuis le traité de Passeronitz du 27 juillet 1718 et elles ont été confirmés en mai 1862.

Elles existent également en faveur de :

La Prusse, depuis le 22 mars 1761, confirmées en 1862.

L'Espagne, depuis le 14 septembre 1782, confirmées en 1862.

La Russie, depuis le 10 juin 1783, confirmées en 1862.

Etats-Unis, depuis le 7 mai 1830.

La Belgique, depuis le 3 août 1838.

La Grèce, depuis le 27 mai 1855 (1).

Il est à remarquer que les Vénitiens, les Gênois, les Toscans, les Siciliens avaient joui de certains privilèges antérieurement accordés par la Sublime Porte ; plus tard, l'Italie a repris, pour son compte

1. G. Péliésié du Rausas, *ouvrage cité*, t. p.I. 97.

ces divers privilèges, résultant des capitulations, par le traité eu 10 juin 1861. Il en a été de même pour la Suède, le Danemark, le Portugal, qui ont conclu des conventions analogues avec la Turquie, sur le modèle des traités français. Le régime des juridictions consulaires s'était appliqué, indépendamment des rapports de la Turquie avec les Puissances occidentales, dans certains pays au profit de certains autres. En effet, aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, des consuls italiens s'étaient installés à Bruges (1), en Hollande, à Londres. Ils étaient compétents non seulement en matière civile, mais même au point de vue criminel.

En 1485 (2), des consuls anglais sont institués aux Pays-Bas, en Suède, en Norvège, au Danemark et à Pise. De même le principe de la juridiction consulaire était consacré par les conventions conclues en 1604, d'une part entre l'Espagne et l'Angleterre, d'autre part, entre la France et la Suède.

L'institution du régime des capitulations en faveur des pays européens avait eut lieu également en Perse, au Siam, en Chine, au Japon, au Maroc, en Ethiopie.

1. Ch. Terlinden, *le Port de Venise au moyen âge* (Revue des questions scientifiques, juillet 1910.

2. Henry Bonfils, *Manuel de droit international public*, 6^e éd., p. 470.

Nous verrons plus loin (1) les tentatives répétées de certains de ces Etats dans le but d'obtenir la suppression du système des capitulations.

§ 4.— Les privilèges que comportent en général d'après les traités, les capitulations, au point de vue civil, commercial et criminel.

Les capitulations reconnaissent notamment, outre des avantages considérables en faveur des Puissances européennes, la compétence des juges consulaires en matière civile et commerciale d'une part, et criminelle d'autre part.

D'après l'article 23 de la capitulation de 1740, les Français avaient le droit de faire juger leurs différends par un tribunal consulaire français. Cet article est ainsi conçu : « s'il surgit quelques contestations entre les Français, les Ambassadeurs et les Consuls en prendront connaissance et en décideront d'après leurs us et coutumes, sans que personne puisse s'y opposer. »

Mais il faut remarquer que cet article ne déclarait pas l'incompétence des juridictions ottomanes ; celles-ci pouvaient donc être saisies par les plaideurs français sans encourir aucune peine quelconque.

1. Voir p. 75.

Ce ne fut qu'en 1758 qu'un édit vint défendre expressément à tout Français se trouvant en pays étrangers, d'y traduire un de ses compatriotes devant les tribunaux étrangers, sous peine d'une amende de 2.500 livres. Cette disposition est toujours en vigueur pour les Echelles du Levant (arrêt de la Cour d'Aix du 7 septembre 1844) (1). Il en est de même pour les autres capitulations étrangères que la Turquie avait conclues avec les différentes puissances européennes, puisqu'il n'y avait aucune contestation de la part de la Sublime Port à cet égard. *Ratione personae*, la compétence des tribunaux consulaires en matière civile et commerciale est donc absolue.

En Chine, la compétence consulaire était également stipulée dans les divers traités conclus avec les pays étrangers. Aux termes du traité de Nankin, la compétence consulaire n'était pas stipulée d'une façon expresse. L'article 11 disait simplement que les consuls devaient servir « d'intermédiaires entre les autorités chinoises et les sujets anglais ». Cette expression était défectueuse. Mais, dans les proclamations qui furent affichées à Hon-Kong, en juillet 1843, les anglais avaient affirmé leurs droits d'être jugés par les superintendants établis déjà en 1833 par des ordres en conseil de Guillaume IV. Ils invo-

1. Marcel Baudet, *Essai sur la condition juridique des étrangers en Chine*, p. 60.

quèrent ensuite l'article 8 du traité supplémentaire du 8 octobre 1843, signé à Hoo-mun-chaï, qui accorde « aux sujets britanniques la jouissance des privilèges de la nation la plus favorisée. » Enfin le traité de Tien-Tsin de 1858 tranchait définitivement la question (art. 15) : « toutes les questions relatives au droit de la propriété ou des personnes, qui seraient soulevées entre sujets britanniques en Chine, seront soumises à la juridiction des autorités britanniques ». Cet article était la reproduction, dans sa première partie, de l'article 25 du traité américain.

Le traité de Whampao du 24 octobre 1844, conclu avec la France, décidait que : « les Français qui se trouveront dans les cinq ports dépendront également, pour toutes les difficultés ou les contestations qui pourront s'élever entre eux, de la juridiction française ».

La compétence des consuls des autres nations est stipulée dans les différents traités suivants, signés avec :

La Russie, article 2 du traité de Kouldja du 25 juillet 1851.

L'Allemagne, article 35 du traité de Tien-Tsin du 2 septembre 1861.

La Suède et Norvège, article 25 du traité de Canton du 20 mars 1847.

La Belgique, article 16 du traité de Pékin du 2 novembre 1865.

Le Danemark, article 15 du traité de Pékin du 13 juillet 1863.

La Hollande, article 6 du traité de Tien-Tsin du 6 octobre 1863.

Le Portugal, article 48 du traité de Tien-Tsin du 1^{er} décembre 1887.

L'Espagne, articles 12 et 14 du traité de Tien-Tsin du 10 octobre 1864.

L'Italie, article 15 du traité de Tien-Tsin du 26 octobre 1866.

L'Autriche, article 38 du traité de Pékin du 2 septembre 1869.

Le Pérou, article 12 du traité de Tien-Tsin du 26 juin 1874.

Le Japon, article 21 du traité de Pékin, du 21 juillet 1896.

Au début, le principe de la personnalité des lois n'était pas stipulé en matière pénale dans les capitulations anciennes. L'article 65 de la capitulation de 1540 décide que : « Si un Français ou un protégé français commet quelque meurtre ou quelque autre crime et qu'on veuille que la justice de l'Empire en prenne connaissance, les juges de l'Empire et les officiers ne pourront y procéder qu'en présence de l'Ambassadeur et des Consuls ou de leurs substituts

dans les endroits où ils se trouveront ; et, afin qu'il ne se fasse rien de contraire à la justice et aux capitulations impériales, il sera procédé, de part et d'autre, avec attention, aux perquisitions et recherches nécessaires ». Mais la compétence des consuls avait cependant étendu son domaine dans la suite. Il y eut naturellement des discussions entre les autorités turques et les autorités européennes à ce sujet. Afin d'éviter toutes ces discussions, le gouvernement ottoman avait préféré attribuer compétence aux consuls étrangers pour juger les crimes commis contre les Turcs.

Les privilèges résultant des capitulations ont été aussi accordés par la Chine aux nations étrangères par des traités successifs.

Dans le traité signé à Hong-Kong avec l'Angleterre, en 1843, il est stipulé que, « pour ce qui est du châtimement des criminels anglais, le Gouvernement anglais rendra les lois nécessaires et le Consul sera revêtu des pouvoirs suffisants pour les faire exécuter. Pour ce qui est du châtimement des criminels chinois, ils seront jugés et punis, selon les lois de leur pays et de la manière prévue dans la correspondance échangée à Nankin entre les Commissaires des deux gouvernements après la conclusion de la Paix. Cette compétence s'étendait même aux actes commis en mer dans un rayon de 100 milles des côtes de Chine.

Le traité de Whampao, conclu avec la France, était plus précis. En effet, après avoir déterminé les compétences des autorités respectives sur leurs ressortissants, l'article 27 ajoute : « Il en sera de même en toute circonstance analogue et non prévue dans la présente convention, le principe étant que, pour la répression des crimes et des délits commis par eux dans les cinq ports, les Français seront constamment régis par la loi française ».

Le traité de Wanghia, signé avec les Etats-Unis, était conforme aux dispositions du traité anglais. Le traité de Tien-Tsin n'a fait que confirmer ces dispositions et il a étendu même la compétence consulaire aux délits commis non seulement à terre, mais encore à bord des navires de commerce.

Le principe de la personnalité des lois a été aussi stipulé dans les traités successifs que la Chine avait conclus avec d'autres puissances :

La Belgique, article 19 du traité de Pékin.

L'Allemagne, article 38 du traité de Tien-Tsin.

La Suède et la Norvège, article 21 du traité de Canton.

Le Danemark, article 16 du traité de Tien-Tsin.

La Hollande, article 6 du traité de Tien-Tsin.

Le Portugal, article 48 du traité de Pékin.

L'Espagne, article 13 du traité de Tien-Tsin.

L'Italie, article 16 du traité de Pékin.

L'Autriche, article 39 du traité de Pékin.

Le Pérou, article 13 du traité de Tien-Tsin.

Le Japon, article 22 du traité de Pékin.

Jusqu'en 1851, les Russes avaient suivi la procédure ancienne. Mais, à partir de la conclusion du traité de Kouldja, en 1851, on distingua, aux termes de son article 7, deux sortes de procédures. « Si, contre toute attente, il se présentait une affaire criminelle ou un cas important, en général il sera procédé conformément aux règles actuellement en vigueur sur la frontière de Kiackhta ». Mais, pour les infractions moins importantes, en cas de vol par exemple, les coupables devront être jugés par les autorités de la frontière en tenant compte de leur loi propre, c'est-à-dire de leur loi nationale. Le traité de Tien-Tsin de 1858 et la Convention de Pékin sont marqués respectivement de la plus entière similitude avec les traités anglais et français.

CHAPITRE II

§ 1. — Origine des capitulations en Chine. — Exposé sommaire de l'état des relations entre la Chine et les puissances euro- péennes, depuis l'origine jusqu'à la pre- mière moitié du XIX^e siècle.

Un principe du droit international moderne, qui doit s'imposer d'après la conception contemporaine, c'est l'obligation pour les Etats d'entretenir des relations réciproques d'une façon ininterrompue. La vie des Etats doit être internationale, interdépendante et non indépendante. « Des entités créées, bien que séparées, ne peuvent jamais être indépendantes ; toutes sont reliées à leur source commune et, par celle-ci, elles sont reliées les unes aux autres. L'indépendance, non la dépendance ; telle est la conception de liberté que le droit cherche à réaliser » ; ainsi s'exprime M. Lorimer, dans ses *Principes du droit international* (1).

1. Lorimer, *Principes de droit international*.

Dans l'ordre économique et politique, les Etats doivent s'envoyer des ambassades, conclure des alliances de toute sorte ; dans l'ordre moral et intellectuel, ils doivent créer des institutions juridiques, des congrès scientifiques dont les bienfaits sont, sur le monde entier, incalculables.

Cette conception moderne a été précédée par une ancienne théorie toute différente, d'après laquelle un Etat avait le droit de vivre isolément.

Il était maître, d'une part, d'accorder ou non la liberté de commerce à ses ressortissants avec les nations étrangères ou de n'autoriser ce trafic qu'avec certains Etats. Il pouvait également n'ouvrir que certains de ses ports et ne recevoir que certaines des marchandises étrangères et, d'autre part, il ne devait pas pouvoir être contraint par les autres Etats à permettre l'importation des produits étrangers, ni à consentir à l'entrée des marchands étrangers pour faire le commerce sur son territoire. M. Despagnet, dans son *Cours de Droit international public*, s'exprime ainsi : « En vertu de la souveraineté absolue qui lui appartient sur le sol qui relève de lui, chaque Etat peut limiter comme il l'entend ses rapports commerciaux au point de vue international, soit en privant de certains avantages tous les pays ou quelques-uns seulement, soit en donnant des faveurs aux uns et en les refusant aux autres, soit encore en

paralysant plus ou moins l'entrée des produits étrangers par un système douanier prohibitif. » « Quelque inconvénient qui puisse résulter d'une pareille attitude pour l'Etat qui la prend et pour les autres, quelque contraire qu'elle soit à la véritable mission des peuples, elle n'en est pas moins le strict droit de l'Etat comme conséquence de la souveraineté (1). »

Les relations de la Chine avec les puissances européennes sont relativement récentes. La Chine a vécu pendant des siècles dans l'isolement. « Depuis des siècles, la Chine vivait isolée, enfermée dans ses traditions et dans la contemplation de sa grandeur passée, fière de son immobilité et dédaigneuse des « barbares d'Occident ». La civilisation moderne, bruyante, expansive, conquérante par nécessité économique, venait se heurter aux portes hermétiquement closes du Céleste empire. Il semble que le peuple le plus anciennement civilisé dût être le dernier à adopter les procédés et les modes de la civilisation moderne (2). »

On peut dire que, jusqu'au milieu du XIX^e siècle, la Chine était hostile, par suite du désir de sauvegarder ses institutions et ses coutumes séculaires, à tout élé-

1. Despagnet, *Cours de droit international public*, 4^e éd., p. 236.

2. Dujardin-Beaumetz. *Bulletin de la Société de Géographie*, com., 1897, n^o 6.

ment étranger. Si, malgré sa volonté contraire, elle entretenait parfois des relations avec les puissances européennes, c'était plutôt une politique d'un caractère occasionnel et qui n'était jamais considérée comme définitive. Il faut ajouter que ces relations étaient plutôt imposées qu'acceptées. (Les nations européennes établies dans l'Empire de Chine jouissent de cet avantage plutôt à titre de faveur qu'à titre de droit réel; elles n'ont aucune permission expresse du Gouvernement qui constate leur résidence, qui assure leur droit.) (1)

A l'origine, ce fut avec les Arabes, les Persans et Romains que la Chine entretint des premières relations commerciales et même officielles.

Ainsi l'Empereur romain, Marc Aurèle envoya, en l'an 166 de l'ère chrétienne, des ambassades pour établir des rapports entre les deux pays. Puis l'astronome et géographe grec Ptolémée avait écrit, au deuxième siècle, un ouvrage sur les premières relations de son pays avec la Chine.

Au ix^e siècle, la Corée était connue des Arabes et des Persans, qui, profitant de la chute de l'empire romain, remontèrent les côtes de la Chine et se substituèrent alors à la Grande Rome. (L'influence des Arabes et des Persans dûnt s'accroître à mesure

1. Cordier, *La France en Chine au XVIII^e siècle*, t. I, p. 9.

que la puissance romaine perdit son ancien prestige.) (1) Il y eut même, paraît-il, des actes de pillage à Canton de la part de ces derniers, au plus grand préjudice des commerçants cantonnais.

Au xvi^e siècle, des commerçants portugais et anglais débarquèrent en Chine. S'ils avaient été honnêtes et scrupuleux, des relations durables auraient pu s'établir, puisque les Chinois ne leur opposèrent aucun obstacle. Mais malheureusement il n'en fut pas ainsi. Malgré les méfaits et les crimes qui inquiétaient profondément le Gouvernement chinois, les Portugais purent cependant rester à Macao moyennant une redevance annuelle de cinq cents taëls (4.000 francs environ), après des menaces d'expulsion dès 1582.

Depuis la découverte des îles Philippines par l'Espagnol Magellan en 1543, les Espagnols entrèrent en relation avec la Chine. Mais le Gouvernement leur était hostile, comme aux Portugais, parce que les marchands chinois durent subir de mauvais traitements et payer des taxes élevées aux îles Philippines.

Ce fut seulement en 1864 qu'un traité de commerce fut conclu entre l'Espagne et la Chine, traité

1. Renaud, *Relation des voyages faits par les Arabes et les Persans dans l'Inde et en Chine au IX^e siècle de l'ère chrétienne*, t. I, p. II.

qui contenait la clause de la nation la plus favorisée.

Après la fondation de la célèbre Compagnie des Indes orientales hollandaises, en 1602, les Hollandais apparurent devant Macao, qui était déjà occupée par les Portugais. Ils s'emparent alors des îles Pescadores pendant deux ans. Le Gouvernement chinois leur promettait de conclure avec eux un traité de commerce, s'ils se retiraient de ces îles, qui, prétendait-il, appartenaient à la Chine. Ils s'en retirèrent en effet ; mais l'engagement de la Chine n'était pas exécuté, c'est-à-dire aucun traité de commerce n'était conclu entre ces deux pays. Ils s'installèrent néanmoins à Formose d'ailleurs pour peu de temps ; puis à Batavia, mais pour s'y maintenir définitivement. Quoiqu'il en soit, la Hollande n'avait conclu le traité de commerce escompté avec la Chine qu'en 1863, sur le modèle des autres grands traités.

Au début, la diplomatie russe n'avait pas réussi à nouer des relations officielles avec la Chine. Mais, grâce à son entremise, des négociations commerciales avaient eu lieu. Lorsque de fréquents conflits provoqués par la poussée des Russes vers la Sibérie se produisirent, les deux Empires s'entendirent, en 1689, pour conclure le traité de Nertchinsk, qui accordait aux Russes des avantages considérables au point de vue commercial (1). En vue de maintenir

1. S. Wells, *Williams*, VII, p. 442.

et d'améliorer leurs relations commerciales et amicales, était intervenu, en 1727, le traité de Kiakhda entre la Chine et la Russie. Dans ce traité on avait réformé certains articles du traité de Nertchinsk et autorisé l'expédition de caravanes russes à Pékin tous les trois ans, afin de faciliter et de protéger les opérations commerciales. Mais aucun résultat appréciable ne fut obtenu dans la suite. Ces expéditions furent, en conséquence, supprimées, en 1762, par l'impératrice Catherine II, la Grande Catherine. Plusieurs traités successifs furent enfin conclus, dans le but de régler définitivement les relations commerciales ; la dernière de ces conventions date de 1881.

Bien que la France ait été la première puissance européenne connue de la Chine par l'intermédiaire des missionnaires catholiques, il n'y avait eu au début aucune relation officielle entre les deux pays. Pourtant une mission française, composée de savants et de religieux, était expédiée en Chine dès 1685, par Louis XIV, procurant aux Français plus d'avantages qu'aux autres Européens.

En matière de commerce, nous avons dit que, après l'Angleterre, la France était la seconde nation qui occupait une place commerciale importante en Chine, grâce à la célèbre compagnie des Indes (1).

1. Voir p. 15.

Le traité de commerce conclu à Whampao en 1844 entre la France et la Chine forme la base des premières relations officielles entre les deux gouvernements.

Les relations de la Chine avec l'Angleterre furent difficiles au début, aussi bien au point de vue politique qu'au point de vue commercial ; parce que les Portugais, ayant une situation commerciale prépondérante en Chine, s'inquiétaient de la concurrence qui allait s'exercer contre eux si les Anglais pouvaient s'y établir. Ils s'efforcèrent, à cet effet, de représenter les Anglais aux autorités chinoises comme des espions et des envahisseurs, afin que ces dernières n'eussent aucune confiance dans les nouveaux venus et s'opposassent à tout débarquement.

Ce fut seulement en 1689 que l'Eeast India Company obtint enfin l'autorisation de faire le commerce à Canton et d'envoyer un de ses agents comme consul anglais pour toute la Chine.

D'autre part, l'institution du Cohang rendait, pour les marchands étrangers, le commerce trop onéreux et par suite impraticable. Le cohang était une sorte de système protecteur, dirigé contre les importations des marchandises étrangères.

« Au point de vue chinois, le cohang n'est pas simplement une institution économique qu'il peut convenir d'adopter, mais c'est surtout une mesure

politique. Craignant les dangers politiques qui résulteront sans doute du commerce étranger et en même temps ne voulant et ne pouvant pas non plus interdire complètement un commerce qui lui rapporte un revenu immense, et que le peuple favorise, il ne reste qu'à le limiter et à le surveiller. Voilà le cohong institué, organe de l'administration, chargé de la police des étrangers dans leur commerce avec des indigènes (1). » Les Anglais notamment en souffrirent et ils furent obligés de limiter leur installation à Macao et Canton, les seuls ports où le commerce étranger était permis.

Le cohong ne disparut qu'en 1844, conformément aux clauses du traité de Nankin.

Diverses missions officielles furent ensuite envoyées en Chine afin de créer des relations plus étendues, mais aucune d'elles n'obtint de résultats appréciables. Ayant épuisé tout moyen pacifique, les puissances européennes et américaines durent, guidées par l'Angleterre, employer la manière forte pour imposer leurs relations à la Chine. « Les puissances européennes et américaines se trouvèrent alors en présence de trois alternatives : le recours à la force brutale, pour contraindre le Gouvernement chinois à se rendre à leurs raisons ; la soumission entière aux

1. Tcheng-Ki-chan, *la Politique de la Porte ouverte en Chine*, p. 40.

méthodes des mandarins et de leurs subalternes ; et, en dernier lieu, l'abandon du commerce avec ce pays. Ce fut tout l'abord à la deuxième condition qu'elles se soumirent ; mais bientôt elles eurent recours à la première, c'est-à-dire à la manière forte (1). »

§ 2. — La guerre de l'opium

Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, la connaissance et la culture de l'opium étaient complètement ignorées en Chine. Ce fut la Compagnie des Indes anglaises qui introduisit en Extrême-Orient ce vice si pernicieux. En effet l'East india Company importait en Chine :

4.170 caisses évaluées 4 millions et demi de francs, en 1798 ;

18.600 caisses évaluées 56 millions et demi de fr., en 1840 ;

400.000 caisses évaluées 100 millions et demi de fr., en 1845 ;

enfin l'importation de l'opium représentait en 1911 une valeur de 26.497.066 de francs (2). La consommation de ce produit était effroyable dans tout l'Ex-

1. Tcheng-Ki-Chan, *la Politique de la Porte ouverte en Chine*, p. 38.

2. Statesmans, *year book for 1913*, p. 726.

trême-Orient. Aussi le Consul anglais Alcock pouvait-il dire que : « le commerce de l'opium est un trafic déshonorant, qui tue l'importation de nos produits en Chine. »

Déjà en 1801, un édit de l'empereur de Chine interdisait l'importation et le commerce de l'opium ; mais, sous l'influence de fonctionnaires corrompus, ce honteux trafic ne put jamais être supprimé en fait. Les négociants purent donc pratiquer, malgré les exigences du cohang, la contrebande et réaliser des bénéfices exorbitants ; 150 o/o au maximum et 65 o/o. au minimum.

Nous devons rechercher maintenant les causes de la guerre de l'opium et les événements à la suite desquels cette guerre fut déclarée.

Etant donné les conséquences désastreuses de ce fléau qui se répandait en Chine, le Gouvernement chinois s'était résolu à agir d'une façon plus énergique. Un décret intervint à cet effet en 1837. Son exécution devait être assurée par le commissaire Lin, ce décret était ainsi conçu : « Si, dans le délai d'un mois, tous les navires anglais transportant de l'opium ne quittent pas le pays, les sujets et même les surintendants anglais seront expulsés. » Devant l'échec de cette mesure rigoureuse, le commissaire Lin décida de faire emprisonner le surintendant et ses compatriotes à Canton. Ils ne furent relâchés qu'en 1839,

quand tout le stock d'opium fut remis aux autorités chinoises qui confisquèrent en même temps l'opium appartenant aux autres étrangers.

Cette action audacieuse était parfaitement conforme aux principes du droit international. Cependant des plaintes des commerçants anglais, soutenus par leurs défenseurs au Parlement, parvinrent au Gouvernement britannique. D'un autre côté, de continuelles discussions s'élevaient entre Anglais et Chinois au sujet de la juridiction consulaire anglaise en Chine. Cette dernière, usant de son droit de souveraineté, a logiquement le droit de juger et de punir les crimes commis sur son territoire par ses nationaux et par les étrangers, donc par les contrebandiers anglais. Ce ne fut pourtant pas la thèse que soutinrent ses adversaires ; ils prétendaient au contraire que, dans ce cas, c'était la juridiction consulaire qui devait être compétente et ils invoquaient, à l'appui de leurs revendications, la différence de mœurs. Ce fut sous ce prétexte que la guerre fut déclarée, le 3 novembre 1839.

Il importe peu d'insister sur les forces respectives en présence. Notons cependant qu'en 1841 les anglais ont successivement occupé les ports de Bocca Tigris, l'archipel des Chousans et, malgré les tentatives de négociations, Amoy, Nin-po, et Changhaï (19 juin 1842). Après la prise de ce dernier port, la flotte

anglaise allait attaquer Nankin, quand le gouvernement chinois se décida à traiter. C'est l'origine du fameux traité de Nankin, signé en août 1842, qui servit plus tard de modèle à tous les grands traités conclus entre la Chine et les autres puissances.

Voici les principaux articles dudit traité :

Art. 2. — Ouverture des cinq grands ports au commerce britannique : Canton, Amoy, Fou-Tchéou, Nin-po, et Changhaï. Installation des Consulats.

Art. 3. — Cession, à l'Angleterre, de l'île de Hong-Kong.

Art. 4. — Paiement d'une indemnité de 6 millions de dollars aux contrebandiers d'opium anglais, en compensation des pertes subies par eux.

Art. 5. — Suppression du cohang et remboursement des dettes des hanistes envers les sujets anglais, dettes s'élevant à trois millions de dollars.

Art. 6. — Paiement des frais de guerre : 12 millions de dollars.

Art. 11. — Etablissement du traitement réciproque des Puissances sur le pied d'égalité.

Mais il n'était pas question, dans ce traité, de la juridiction consulaire, vis-à-vis des sujets britanniques. Ce traité ne fut ratifié que l'année suivante et il a reçu par suite un complément, c'est-à-dire l'établissement d'un droit nouveau. L'article 13 de ce traité règle la façon de juger les différends entre

entre anglais et chinois ; l'article 14 autorise le stationnement d'un croiseur anglais dans chacun des cinq ports, « afin que le consul ait toujours les moyens d'imposer respect aux marins et d'empêcher les désordres ». Il convient de remarquer que les capitulations, qui existaient déjà en fait, ne furent pour la première fois reconnues en droit que par le traité supplémentaire de juillet 1843.

En vue de faire une concurrence active à la Grande Bretagne, dans cette région comme sur toutes les mers d'ailleurs, les Etats-Unis parvinrent, en 1844, à conclure avec la Chine le traité de Whanghia, qui avait pour base le traité de Nankin, mais avec plus de précision et d'étendue. Il en fut de même pour la France, qui voulant obtenir les mêmes avantages que l'Angleterre et les Etats-Unis, était arrivée à conclure, en octobre 1844, le traité de Wampao, également d'après les clauses du traité de Nankin. Mais l'orgue britannique n'était pas rassasié ; l'Angleterre ne se contentait plus du traité de Nankin : « Beaucoup d'anglais à cette époque, le trouvaient insuffisant. » (1)

On estimait aussi que la consommation des produits européens par les chinois, qui étaient pourtant riches, demeurait dans des limites trop modestes.

1. H. Cordier, *l'Expédition de Chine de 1857-1858*, p. 2.

La presse anglaise était, de son côté, favorable à une guerre nouvelle (1). On saisit dès lors la première occasion, qui ne tarda pas à se présenter par suite de l'affaire de l'Arrow.

§ 3. — Nouvelle guerre avec l'Angleterre . Traité de Tien-Tsin, 1858

Pour comprendre cette affaire, il faut se rappeler que l'Angleterre, en vue de faciliter et de développer son commerce, avait autorisé les jonques chinoises enregistrées dans le port de Hong-Kong, à naviguer sous le pavillon britannique. Ces facilités devaient, d'une part contenter les contrebandiers d'opium et mécontenter, d'autre part, l'autorité chinoise.

Une lortha chinoise (Arrow), inscrite à Hong-Kong et placée par conséquent sous la protection du pavillon britannique, mais qui avait perdu sa licence anglaise depuis douze jours, fut saisie par la douane de Canton. Douze coupables chinois furent arrêtés. Le Consul anglais à Canton réclama la mise en liberté des individus arrêtés, invoquant l'article 9 du traité supplémentaire d'octobre 1843, aux termes duquel : « tout malfaiteur chinois réfugié à bord d'un navire anglais sera réclamé par l'intermédiaire de l'autorité britannique. »

1. Tchou Ngao Siang, *Régime des capitulations en Chine*.

En réalité la lortha (Arrow) n'avait plus aucun droit, lors de cet incident, d'arborer le pavillon anglais, puisque la licence était expirée depuis douze jours (du 27 septembre au 8 octobre 1858). Le Gouverneur anglais à Hong-Kong l'avait reconnu du reste, lui-même (1).

Quoiqu'il en soit, la guerre fut néanmoins déclarée. La Grande-Bretagne sollicita l'appui des Etats-Unis et de la France, qui, seule, accepta, sous prétexte de venger l'assassinat d'un missionnaire catholique. Après avoir bombardé et pris Canton, les Alliés imposèrent à la Chine la signature du traité de Tien-Tsin le 26-27 juin 1858. Par ce traité, la liberté de culte, l'ouverture de ports nouveaux sur le Yang-Tse-Kiang (fleuve bleu), des facilités pour le commerce étranger, la reconnaissance et l'organisation de la juridiction consulaire, sont accordées.

1. H. Cordier, *l'Expédition de Chine de 1857-1858*, p. 51.

CHAPITRE III

§ I. — Etat et fonctionnement des Capitulations en Chine

Nous avons vu que les capitulations, qui existaient déjà en fait sans reconnaissance légale, furent consacrées en droit pour la première fois par le traité de Nankin de 1843.

Disons d'abord que, d'après ces capitulations, les ressortissants des puissances sont constamment sous la surveillance et la protection de leurs consuls. Ainsi, si des étrangers sont arrêtés pour un fait quelconque par la police locale, on doit les remettre aux consuls de leurs pays, afin que ceux-ci prennent toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder le bon ordre, notamment dans les concessions. De plus, l'expulsion des étrangers ne peut avoir lieu de vive force ; ce sont les Consuls seuls qui sont qualifiés pour l'ordonner, attendu que le droit de haute police leur impose l'obligation de renvoyer dans la mère-patrie les nationaux coupables de méfaits graves.

Voici le texte du traité conclu avec la France en 1858, et ratifié en 1860, concernant la juridiction française en Chine.

Art. 35. — « Lorsqu'un sujet français aura quelque motif de plainte ou quelque réclamation à formuler contre un chinois, il devra d'abord exposer ses griefs au Consul, qui, après avoir examiné l'affaire, s'efforcera de l'arranger à l'amiable. De même, quand un Chinois aura à se plaindre d'un français, le Consul écoutera sa réclamation avec intérêt et cherchera à ménager un arrangement à l'amiable. Mais si, dans l'un ou l'autre cas, la chose était impossible, le Consul requerra l'assistance du fonctionnaire chinois compétent et tous deux, après avoir examiné conjointement l'affaire, statueront suivant l'équité (1). »

Art. 37. — « Si des Chinois, à l'avenir deviennent débiteurs des capitalistes ou des négociants français et leur font éprouver des pertes par fraude ou de toute autre manière, ceux-ci n'auront plus à se prévaloir de la solidarité qui résultait de l'ancien état des choses ; ils pourront seulement s'adresser, par l'entremise de leurs consuls, à l'autorité locale, qui ne négligera rien, après avoir examiné l'affaire, pour contraindre les prévenus à satisfaire leurs engagements suivant la loi du pays. Mais, si le domicile du

1. Article 25 du traité de Whampao.

débiteur ne peut être découvert, s'il est mort ou en faillite, et s'il ne lui reste rien pour payer, les négociants français ne pourront point appeler l'autorité chinoise en garantie. »

« En cas de fraude ou de non paiement, de la part des négociants français, le consul prêtera, de la même manière, assistance aux réclamants, sans que toutefois ni lui ni son Gouvernement puissent en aucune manière être rendus responsables (1). »

Art. 38. — « Si malheureusement, il s'élevait quelque rixe ou quelque querelle entre des Français et des Chinois, comme aussi dans le cas où, durant le cours d'une semblable querelle un ou plusieurs individus seraient tués ou blessés, soit par des coups de feu, soit autrement, les Chinois seront arrêtés par l'autorité chinoise qui se chargera de les faire interroger et punir, s'il y a lieu, conformément aux lois du pays. Quant aux Français, ils seront arrêtés à la diligence du Consul et celui-ci prendra toutes les mesures nécessaires pour que les prévenus soient livrés à l'action régulière des lois françaises dans la forme et suivant les dispositions qui seront ultérieurement déterminées par le Gouvernement français. »

« Il en sera de même en toute circonstance ana-

1. Article 10 du traité de Whampao.

logue et non prévue dans la présente convention, le principe étant que, pour la répression des crimes et délits commis par eux en Chine, les Français seront constamment régis par les lois françaises (1). »

Art. 39. — « Les français en Chine dépendront également, pour toutes les difficultés ou les contestations qui pourront s'élever entre eux, de la juridiction française. En cas de différends survenus entre Français et étrangers, il est formellement stipulé que l'autorité chinoise n'aura à s'en mêler en aucune manière. Elle n'aura pareillement à exercer aucune action sur les navires français ; ceux-ci ne relèveront que de l'autorité française et du capitaine (2). »

Ces dispositions furent généralisées et inscrites dans les traités conclus par la Chine avec les Puissances dont l'énumération suit :

En septembre 1861, avec l'Allemagne.

En juillet 1863, avec le Danemark.

En octobre 1863, avec la Hollande.

En octobre 1864, avec l'Espagne.

En novembre 1865, avec la Belgique.

En octobre 1866, avec l'Italie.

En septembre 1869, avec l'Autriche.

Pour la Russie, il faut remarquer ici que, malgré

1. Article 27 du traité de Whampao.

2. Article 28 du traité de Whampao.

ses relations anciennes avec la Chine, il n'y avait jamais eu de contestations entre les deux Empires au sujet de droit de juridiction. Le traité de Kiakhta de 1727, qui a servi de base aux relations sino-russes jusqu'au traité de Nankin, est ainsi conçu :

Art. 4. — « Les négociants seront sous les ordres d'un chef chargé de soigner leurs affaires ; et, s'il survient des différends entre eux, ce sera lui qui les réglera. »

Art. 8. — « Les commandants des frontières des deux Empires doivent décider toutes les affaires d'après les lois de la justice et sans aucun délai. »

Ce traité a été remplacé par le traité de Nankin, qui autorise la Russie à réclamer les mêmes privilèges accordés aux autres Etats.

Le Japon avait obtenu ces privilèges, en septembre 1871, à titre de réciprocité ; mais ces faveurs ont été retirées par l'Empire Japonais aux Chinois en 1896.

Dans toutes les circonscriptions des consulats généraux, des consulats et des vices-consulats, il y a des *tribunaux consulaires*. Le tribunal consulaire français comprend : un juge président, le Consul ou son suppléant et deux assesseurs chinois parmi les Français majeurs. Pour les affaires civiles et commerciales, ces assesseurs doivent être désignés pour chaque affaire déterminée.

En matière pénale, ils sont nommés pour toute

une année. A cet effet, une liste doit être dressée chaque année pour l'année suivante. Ils doivent prêter serment et avoir voix délibérante. Au cas où il serait impossible de réunir les assesseurs, la justice sera rendue par le Consul seul (1). Cette impossibilité doit être mentionnée dans le jugement. Le chancelier du Consulat joue le rôle à la fois d'huissier et de greffier. Sa présence est nécessaire pour la validité de la décision consulaire. S'il est empêché, son suppléant le remplace.

Depuis la loi du 31 janvier 1881, le chancelier de la légation française exerce les fonctions judiciaires du Consul. Un des interprètes joue le rôle d'huissier et de greffier. L'institution des tribunaux consulaires des autres pays est à peu près identique.

§ 2. — Le principe de l'extra-territorialité et les concessions

Les concessions ou (settlements) sont des groupes d'étrangers fixés sur un territoire qui n'est pas leur territoire national, avec une administration propre. Ces concessions n'ont point pris naissance en Chine ;

1. La loi belge du 31 décembre 1851 autorise le Consul à s'adjoindre des assesseurs étrangers, en cas d'impossibilité de trouver des assesseurs nationaux.

elles ont déjà existé autrefois. Ainsi en 1453, quand les Turcs occupèrent Constantinople, ils trouvèrent des Européens de nationalités différentes de celle des Grecs, mais qui étaient établis dans des quartiers spéciaux. Cet état de choses ne fut pas modifié par les Ottomans. Le même fait a été constaté dans le nord de l'Europe, où plusieurs villes allemandes s'étaient groupées, en vue de se défendre contre les attaques des nobles sur terre et sur mer.

Devenues puissantes, elles ont monopolisé le commerce. Des comptoirs furent ainsi établis pour les rapports commerciaux par la ligue hanséatique. Des quartier spéciaux furent réservés aux employés de cette ligue, avec une administration propre.

Il en fut de même en Afrique, où les chrétiens ne purent s'établir que dans les ports où il y avait un bureau de douane. Dans ces ports, les chrétiens jouissaient d'une certaine autonomie.

En Chine, on ne trouve l'origine des concessions actuelles, à part les installations des Persans, des Arabes, et des Portugais, qu'après les traités sino-anglais, sino-français et sino-américain, c'est-à-dire à l'époque où l'ouverture des ports au commerce étranger a été accordée. Il existait, en 1911, 57 villes ouvertes au commerce international.

Remarquons que la Russie avait une situation

meilleure. L'article 4 du traité de Nertchinsk autorisait en effet l'établissement des maisons de commerce ordinaires sur les frontières, près de Liakhta, qui, « selon qu'on le jugera nécessaire, seront entourées de haies et de palissades ». L'article 2 du traité de Nankin autorisait simplement les Anglais à « résider avec leurs familles et à commercer dans les cinq ports ».

L'article 7 du traité supplémentaire de Hoo-mun-chai (1843) s'exprimait comme il suit : « dans les cinq ports ouverts les sujets britanniques pourront construire des maisons d'habitation ou de commerce dans les endroits choisis par les consuls, de concert avec les autorités locales ». Les mêmes dispositions étaient reproduites par les traités de Wanghai et de Wampao, aux termes de l'article 22 : « l'autorité locale, après s'être concertée avec le Consul, désignera les quartiers les plus convenables pour la résidence des Français et les endroits dans lesquels pourront avoir lieu les constructions précitées ; » et il ajoute, « il est bien entendu, d'ailleurs, que le nombre des maisons et l'étendue des terrains à affecter aux cinq ports ne seront point limités et qu'ils seront déterminés d'après les besoins et les convenances des ayant-droit ».

Cette clause devint peu à peu générale et elle fut invoquée par les Etats qui ont conclu ultérieurement

des traités avec la Chine. C'est ce que portent les traités de :

Tientsin (1858) avec la Grande-Bretagne, article 11 et 12.

Tien-Tsin (1858) avec la France, article 10.

Tien-Tsin (1858) avec les Etats-Unis, article 12.

Pékin (1865) avec la Belgique, article 11.

Tien-Tsin (1861) avec l'Allemagne, article 6.

Canton (1847) avec la Suède et la Norvège, article 3.

Tien-Tsin (1863) avec le Danemark, article 11.

Tien-Tsin (1863) avec la Hollande, article 2.

Pékin (1864) avec l'Espagne, article 5.

/ Pékin (1866) avec l'Italie, article 11.

Pékin (1869) avec l'Autriche, article 8.

Tien-Tsin (1874) avec le Pérou, article 4.

Pékin (1896) avec le Japon, article 4.

Il est à remarquer que, en ce qui concerne la Russie, le traité de Kouldja de 1851 a été conçu différemment des traités précités, puisque, quant au choix des terrains, il n'y est point question d'un accord avec les Consuls russes. Cela résulte de l'article 13 de ce traité : « Comme les marchands russes arrivant en Chine pour affaires de commerce doivent nécessairement avoir des emplacements pour leurs factories, le Gouvernement chinois leur assignera, dans les deux villes de commerce d'Ili et de Tarbagataï, des terrains près des bazars, afin que les sujets

russe puissent y construire à leurs frais des maisons d'habitation et des magasins d'entrepôts pour leurs marchandises ». Donc, aucune entente préalable avec les Consuls russes n'était exigée.

Dans les grands ports où le commerce est des plus développé, comme Changhaï, Han Kow, Canton, Tientsin, les étrangers ont la jouissance des principes modernes de droit international. « Ces concessions forment un petit Etat dans l'Etat, où se réfugient nombre des chinois, désireux d'échapper à la tyrannie des autorités chinoises et d'y trouver la sécurité sous le régime européen (1) ».

Il est indispensable de reconnaître que ces emplacements concédés ont, malgré que les étrangers y soient maîtres, un caractère purement commercial. Les étrangers n'en sont nullement les propriétaires et ils ne doivent être considérés en droit que comme locataires emphytéotiques. Les textes des divers traités étaient formels sur ce point. La mention du droit de propriété n'était faite dans aucun traité ; ces concessions sont donc des territoires chinois. Cette thèse a été d'ailleurs consacrée par les tribunaux français ; ainsi le tribunal correctionnel de Lyon a rendu en ce sens, le 20 juillet 1892, un jugement qui a été confirmé par la Cour d'appel :

1. Mérignac. *Le droit de la paix*, p. 103.

« Attendu que les traités de 1844 et de 1858 ont un caractère exclusivement personnel et n'attribuent à la France aucun droit de souveraineté sur ces territoires, le tribunal décide que la concession française de Changhaï est bien territoire chinois » (1).

Nous allons maintenant examiner le fonctionnement de la juridiction consulaire dans les concessions.

Les concessions de Changhaï sont les plus importantes, quant au nombre et à l'importance des affaires jugées. Ce sont-elles qui ont servi de modèles pour les concessions accordées dans les autres ports et c'est pour ce motif qu'elles méritent une étude particulière.

Tous procès civils et commerciaux entre les Chinois habitant dans les concessions et aussi les litiges entre étrangers et chinois qui sont défendeurs à l'instance sont jugés, d'après les lois chinoises, par le juge chinois, qui est simplement assisté d'un assesseur étranger dont les avis sont seulement facultatifs.

Un criminel chinois se réfugiant dans les concessions, peut être arrêté sans l'aide de la police municipale.

Tous différends entre chinois et étrangers sont de

1. Sirey, 1895, II, 73.

la compétence de la Cour mixte, où le juge chinois (sous-préfet) juge avec l'assistance d'un assesseur de la même nationalité que celle de l'étranger, si celui-ci est demandeur. S'il est défendeur, son consul est juge et avec l'adjonction d'un juge chinois comme assesseur.

La procédure des Cours mixtes a été instituée par les traités de Hong Kong, de Wanghia et Whampao et elle a été confirmée par ceux de 1858 et 1860. La Cour mixte, pour le Consulat anglais, fut créée en 1864 et celle du Consulat français en 1865. Des cours analogues ont été créées dans les autres consulats. Chaque cour se compose d'un délégué, d'un juge chinois et d'un délégué du Consul. Mais, quand les contestations sont devenues de plus en plus nombreuses, il a été impossible au juge chinois à Changhaï d'avoir un nombre suffisant de délégués chargés d'aller de Consulat en Consulat statuer sur les différends mixtes. D'où la création, sur l'initiative du Gouvernement chinois, d'une Cour mixte internationale à Changhaï, dont les règlements furent approuvés par le corps Diplomatique à Pékin, sauf par le Ministre français. Donc, à part l'existence de la Cour mixte internationale qui est installée depuis 1899 dans un bâtiment de Changhaï avec des prisons adjacentes, il y a, dans cette ville, une cour mixte française qui siège dans les locaux du Consul de

France. Cette dernière juge toujours les affaires de peu d'importance selon l'équité.

Pour les affaires plus graves, les coupables sont jugés et punis par l'autorité locale. Seulement, par suite de l'insuffisance de la répression locale, on se soumet alors aux règles de la Cour mixte internationale.

En principe, le tribunal compétent est celui du domicile du défendeur (*actor sequitur forum rei*). Il en était autrement au début, du moins en ce qui concerne la compétence de la Cour mixte internationale, puisque les étrangers, quel que fût leur rôle dans l'instance (demandeurs ou défendeurs), comparaissaient devant ces cours, quand l'adversaire était chinois. A la suite de graves abus, une convention sino-anglaise intervint en 1876, décidant que les cours mixtes ne seront plus compétentes que lorsque les défendeurs seront chinois. Au cas contraire, c'est-à-dire si les défendeurs sont anglais, les différends seront tranchés par le tribunal consulaire britannique.

La France et les autres pays ont adopté ces règles nouvelles.

Les mandats d'arrêt doivent être signés soit par un juge chinois, soit par un juge étranger et contre-signés par le doyen du corps consulaire. Ceux délivrés par la Cour mixte française ne peuvent être

signés que par le juge français. L'exécution des premiers sur la concession française ne doit avoir lieu qu'après le visa du Consul de France. Pour l'exécution des seconds sur la concession internationale, il faut le visa du doyen du corps consulaire.

Tous ces règlements étaient fort compliqués. C'est en raison de leurs imperfections que furent élaborées, par le corps consulaire en 1902 et approuvées par le corps diplomatique, les règles nouvelles sur la compétence des deux cours à Changhaï. En voici le texte intégral :

1^o Dans toutes actions civiles entre Chinois, le demandeur attaquera le défendeur et portera la cause devant la Cour mixte du lieu de la résidence dudit défendeur ;

2^o Dans toute action criminelle ne concernant pas les étrangers et dans toute affaire de police contre des Chinois résidant dans les concessions, la Cour mixte de la concession dans laquelle le crime ou la contravention a été commis est seule compétente. Ces deux clauses comprennent les cas où le défendeur est au service d'un étranger, le visa du Consul de cet étranger doit être obtenu comme auparavant ;

3^o Dans les actions civiles mixtes : a) si le demandeur est un étranger de nationalité non française et si le Chinois réside dans la concession internationale,

ce dernier doit être poursuivi devant la Cour mixte de la concession internationale ; b) si le demandeur est Français et si le défendeur chinois habite la concession française, ce dernier doit être poursuivi devant la cour mixte de la concession française ; c) si le demandeur est un étranger de nationalité non française, et si le défendeur chinois habite la concession française, ce dernier sera poursuivi devant la Cour mixte de la concession internationale, dont le mandat de comparution ou d'arrêt, dûment visé par le Consul général de France, sera exécuté ou délivré par les satellites de la Cour mixte internationale, assistés de la police de la concession française, sans comparution préalable devant la Cour mixte de la Concession française ; d) si le demandeur est français, et si le défendeur chinois habite la concession internationale, ce dernier sera poursuivi devant la Cour mixte de la concession française, dont le mandat de comparution ou d'arrêt, dûment visé par le doyen du corps consulaire, sera exécuté ou délivré par les satellites de la Cour mixte de la Concession française, assistés de la police de la concession internationale, sans comparution préalable devant la Cour mixte de la concession internationale ;

4° Dans les actions criminelles où le plaignant est un étranger de nationalité non française, la Cour mixte de la concession internationale est compétente.

Si le plaignant est français, la Cour mixte de la concession française est compétente.

Des cours mixtes existent aussi à Han Kow. A Tien-Tsin, le corps consulaire a réussi, en 1902, à en créer une. A Kharbine il y a une concession spéciale administrée par l'autorité russe. Une concession a été accordée en 1912 à la Belgique, à Tien-Tsin.

Nous devons ajouter que l'organisation de la police, le maintien de l'ordre et la surveillance du corps des volontaires sont confiés à un Conseil municipal, corps élu par les résidents payant un certain chiffre d'impôts et qui est présidé par le Consul.

§ 2. — Droits et exercice des juridictions consulaires en matière civile commerciale et criminelle.

L'organisation de la justice consulaire a été réglée par les lois des divers pays suivants :

France. — la loi du 8 juillet 1852, relative à la juridiction des Consuls de France en Chine, décide que les contestations, en matière civile et commerciale, qui pourront s'élever en Chine entre Français, « seront jugées par les tribunaux consulaires, conformément à celles des dispositions de l'édit de juin 1778 (1), qui

1. Cet édit porte règlement sur les fonctions judiciaires et de police des consuls de France à l'étranger. Les principes de cet édit se retrouvent dans les lois des autres pays.

sont encore en vigueur dans les Echelles du Levant et de la Barbarie. »

La loi du 28 avril 1869 attribua à la Cour de Saïgon les appels des jugements des tribunaux consulaires de Chine et la connaissance des crimes commis par les Français dans ce pays. La loi du 28 novembre 1901 modifie les articles 170 et 171 du code civil. La loi du 15 juillet 1910 donne aux Chambres d'appel de Hanoï les appels des jugements des tribunaux consulaires de Yunnan et la connaissance des crimes commis par les Français dans cette province.

Les tribunaux consulaires français connaissent donc, d'après l'article 1^{er} de l'édit de 1778, de toutes les affaires civiles et commerciales sans aucune restriction. La compétence générale leur appartient pour juger toutes les contestations entre Français établis dans l'étendue de leur circonscription.

Belgique. — loi du 31 décembre 1851 ; arrêté royal du 23 mars 1857 ; loi du 16 juin 1875 ; loi du 25 juin 1883 ; et loi du 20 octobre 1897.

Allemagne. — loi du 16 avril 1871 ; instruction du Gouvernement aux consuls du 15 mars 1868 ; loi du 1^{er} mai 1872 ; 10 juillet 1879, 1^{er} février 1877, 7 avril 1900.

Hollande. — Lois des 25 juillet 1871, 9 novembre 1894, 1875, 15 avril 1886, 16 décembre 1888 ; décrets 4 mai 1890, 27 novembre 1891.

Espagne. — Lois de 1854 et 1871.

Italie. — Lois des 28 janvier 1866 et 30 août, 14 mai, décrets des 7 juin 1866, 5 septembre 1888, 19 avril des 1894.

Autriche. — Lois du 29 janvier 1895 et 1891 ; ordonnances ministérielles des 31 mars 1855, 2 décembre 1857, 30 juillet 1897.

Russie. — ordonnances de 1820 et 1858, qui rendent les articles 2144 et 2145 du code de commerce applicables en Chine comme en Perse.

En matière pénale, nous avons vu que les capitulations de 1740 attribuaient la compétence aux consuls français pour juger les crimes commis entre Français. Les autres Etats, soit par la clause de la Nation la plus favorisée, soit par des traités, avaient revendiqué le même principe de l'immunité de juridiction criminelle. Par conséquent, tous les crimes, délits et contraventions commis soit entre étrangers d'un même pays, soit entre étrangers de nationalités différentes, soit entre étrangers et chinois, sont de la compétence exclusive du Consul. La jurisprudence de la Cour de cassation en France est fixée dans ce sens (1).

Les autres pays ont également admis cette manière de voir.

1. Mérignac, *le Droit de la paix*, p. 349.

Par application de ce principe et d'après les dispositions de l'article 2 de la loi 8 juillet 1852, les tribunaux consulaires français possèdent la compétence en dernier ressort à l'égard des litiges suivants :

1° « Toutes les demandes dans lesquelles les parties, justiciables de ces tribunaux et usant de leurs droits, auront déclaré vouloir être jugées définitivement et sans appel ; »

2° « Toutes les demandes personnelles et mobilières dont le principal n'excédera pas 3.000 francs » ;

3° « Les demandes reconventionnelles ou en compensation, lors même que, réunies à la demande principale, elles excéderaient 3.000 francs. »

Le tribunal consulaire belge statue sur les affaires au delà de 100 francs et en premier ressort sur tous les délits et sur les causes attribuées aux tribunaux de première instance.

Le tribunal consulaire allemand est compétent pour juger les litiges dont la valeur dépasse 300 marks et connaît des causes attribuées aux tribunaux des échevins et aux tribunaux de première instance.

Le tribunal consulaire hollandais connaît, sans appel, des affaires dont le montant est de 75 florins à 600 florins, avec appel quand la valeur en litige est supérieure à 600 florins ; il connaît aussi des causes attribuées aux tribunaux d'arrondissement.

Le tribunal consulaire espagnol est compétent

pour juger les contestations qui sont de la compétence des tribunaux de première instance et pour tous les délits.

Le tribunal consulaire italien connaît des litiges dont la valeur est supérieure à 500 livres et des causes qui sont de la compétence des tribunaux de première instance, exception faite pour les questions d'état et de capacité.

Le tribunal consulaire autrichien connaît des affaires dont la valeur dépasse 500 florins et des causes des tribunaux de première instance.

L'intéressé doit présenter sa demande sur requête au consul, à défaut de celle-ci, une déclaration faite à la chancellerie du Consulat suffit ; une expédition en sera délivrée à l'intéressé ; celui-ci la présentera au consul, qui, après avoir reçu les renseignements fournis par le demandeur, rendra une ordonnance de comparaître. Cette procédure s'applique également à tous les tribunaux consulaires.

L'appel des jugements des tribunaux consulaires sera porté, pour la France, devant les Cours de Saïgon et de Hanoï ; pour la Belgique, devant la Cour de Bruxelles ; pour l'Allemagne, devant le tribunal supérieur de l'empire à Leipzig ; pour la Hollande, devant Raod van Justitie à Batavia ; pour l'Espagne, devant le tribunal supérieur de Séville ; pour l'Italie, devant la Cour d'appel d'Ancône ; pour l'Autriche,

devant le tribunal supérieur de Trieste et, en troisième instance, devant la Cour suprême de Vienne ; pour la Russie, devant le Sénat dirigeant à Saint-Petersbourg.

Ce sont les Cours consulaires anglaises et américaines qui sont pourvues de l'organisation judiciaire la plus complète. L'administration de la justice consulaire anglaise est réglée par la Convention de septembre 1876, aux termes de laquelle une Cour provinciale ou locale sera établie dans chaque district de consulat général, de consulat et de vice-consulat. Elle se compose d'un juge président (consul), de deux assesseurs choisis parmi les Anglais résidant dans le district, d'un greffier, de secrétaires et d'interprètes nommés par le juge avec l'assentiment de la Cour suprême. Celle-ci se compose actuellement d'un juge principal et d'un ou plusieurs juges adjoints ; elle siège à Changhaï et elle peut se déplacer si les circonstances l'exigent. En cas d'empêchement du juge principal, un des juges adjoints le remplace. La Cour statue en appel et en première instance.

En première instance, elle statue sur les litiges d'une importance capitale (contestations en matière de mariage, de succession, etc.). En appel, elle connaît de toutes les causes jugées par les Cours provinciales au delà de 250 dollars ; en matière pénale, elle examine les cas de violation de la loi et de l'excès de

compétence. Elle a aussi le droit d'évocation et de contrôle à l'égard des Cours provinciales. Les décisions de la Cour suprême relèvent du Conseil de Sa Majesté ; le délai est de quinze jours.

La Cour spéciale des Etats-Unis a été créée en juin 1906. Elle se compose d'un juge, d'un procureur de district, d'un officier de police et d'un greffier. Elle doit siéger au moins une fois par an à Changhaï, Canton, Tien-Tsin et Han-kow. Quant à sa compétence, elle connaît de tous les cas où la juridiction était antérieurement exercée par les consuls ou par les ministres des Etats-Unis en Chine, en vertu des traités. Cependant deux exceptions sont à signaler : En matière civile les Consuls restent compétents pour les affaires dont le montant ne dépasse pas 500 dollars ; en matière pénale, pour le cas où la peine n'excède pas 100 dollars d'amende ou cinquante à soixante jours d'emprisonnement, ou les deux.

L'appel des jugements de la Cour peut être porté devant les tribunaux de la métropole. La procédure est conforme à celle en vigueur devant les Cours consulaires.

*Contestations en matière civile et commerciale
entre étrangers et Chinois.*

En Chine, les tribunaux mixtes sont l'exception et les traités du début n'en font pas mention. Le traité de Nankin est muet sur la question des contestations entre Chinois et Anglais. La convention du 26 juin 1843 envisage les querelles qui pourront s'élever entre les marins anglais et les Chinois. Si le Consul ne peut prévenir ces disputes, il s'efforcera de les régler à l'amiable. Il y avait là une prépondérance excessive attribuée aux Consuls de la Grande Bretagne ; puisque les autorités chinoises n'étaient appelées à prendre part au débat que si l'autorité étrangère n'avait pas réglé seule la question. Les mêmes dispositions ont été reproduites dans les traités de Wanghia, de Whampao et de Tien-Tsin. Celui-ci établit en outre une procédure définitive en matière de règlement des dettes. Aux termes de l'article 22 : « Si un Chinois s'abstient de payer à un Anglais des dettes contractées envers ce dernier, les autorités chinoises devront faire leur possible pour obtenir son arrestation et le paiement de ses dettes. L'Anglais qui se trouvera dans la même situation devra comparaître en justice. » Une inégalité considérable de traitement est instituée par cette procé-

dure. En effet si des débiteurs anglais ne paient pas leurs dettes à des Chinois, ils ne seront pas emprisonnés ; au contraire, si les débiteurs chinois ne se libèrent pas envers des créanciers anglais, ils seront emprisonnés, leurs biens propres et même ceux de leur famille seront saisis. Cet état de choses ne saurait être conservé et l'équité appelle une réforme sur ce point.

§ 3. — Contestations entre étrangers de nationalités différentes

De ce que la Chine avait reconnu aux consuls étrangers toute compétence sur leurs nationaux, il devrait s'ensuivre la renonciation, de sa part, à connaître des contestations entre les étrangers, même si ceux-ci étaient de nationalités différentes. Et en effet la Chine ne prévoit pas la compétence possible des tribunaux chinois. En cas de différends survenus entre Français et étrangers, « il est nettement stipulé que l'autorité chinoise n'aura à s'en mêler d'aucune manière (1). Cette disposition se retrouve dans tous les traités que la Chine a conclus avec les autres puissances.

C'est le consul du défendeur qui est compétent en

1. Voir page 39.

vertu du principe (*actor sequitur forum rei*). Le Consul doit toutefois tenir compte, en appliquant sa loi nationale, des lois et usages locaux. Mais, cette règle entraîne de nombreuses difficultés. Chaque cour consulaire suivra sa loi nationale. Sa procédure, ses moyens de preuves particuliers seront la plupart du temps différents de ceux des autres Cours. Et cette diversité constitue en fait, pour les plaideurs, une cause de gêne, parfois même un empêchement à obtenir justice. Il est rare, d'ailleurs, qu'une convention soit conclue entre personnes de la même nationalité. En cas de conflit, quelle loi appliquera-t-on ? Qui peut savoir d'avance quel sera le tribunal compétent ? S'il y a plusieurs défendeurs de nationalités différentes, ne va-t-il pas y avoir des solutions divergentes, peut-être contradictoires, pour la même affaire (1) ?

Notons toutefois que la compétence consulaire n'existe qu'en matière mobilière et personnelle ; le droit immobilier chinois doit s'appliquer s'il s'agit d'action immobilières.

§ 4. — Compétence en matière pénale

Nous avons vu que la compétence des consuls en matière pénale est reconnue par les traités de Hong-

1. L. Renault, *Projet de réforme judiciaire en Egypte*.

Kong, de Whampao, de Wanghia et de Tien-Tsin (1). Ajoutons que la Convention de Tche-Fou a affirmé à nouveau ce principe de la personnalité des lois en matière pénale, mais elle ajoute que « le Ministre britannique sera libre d'envoyer des officiers sur les lieux pour être présents à l'enquête, chaque fois qu'il y aura crime dans les ports ouverts ou dans l'intérieur de la Chine et que ce crime aura été commis contre la personne d'un sujet anglais ou contre sa propriété ». Les Anglais ont ainsi obtenu une garantie nouvelle.

La Convention avait décidé qu'un essai de procédure uniforme serait tenté sur la demande du Gouvernement chinois. En conséquence, le 26 septembre 1876, ce dernier écrivait aux Ministres étrangers, en vue d'établir un règlement identique pour la conduite des procès entre étrangers et Chinois. Mais les Ministres refusèrent, pour le moment, d'entrer en pourparlers avec la Chine sur ce sujet (2).

1. Voir p. 21 et suivantes.

2. H. Cordier, *Relations de la Chine avec les Puissances occidentales*.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

§ 1^{er}. — La question du maintien des capitulations, en présence de nouvelles institutions que la Chine s'est données.

L'établissement du régime des capitulations, dans les pays hors chrétienté, n'était basé, nous l'avons vu, sur aucun principe de droit international. Il a été adopté purement et simplement en vertu d'accords conclus entre nations. La justification principale de son introduction en Chine était, dit-on, la différence profonde entre les lois sur l'organisation judiciaire de la Chine et celles des pays étrangers.

Cette situation humiliante imposée à la Chine a fini par provoquer, une fois de plus, le patriotisme chinois, qui était au début peu susceptible.

Ayant subi de nombreuses spoliations résultant de la malheureuse guerre sino-japonaise de 1895 et de l'insurrection des Boxers en 1900, la Chine com-

mença à comprendre que, devant les périls extérieurs, des réformes s'imposaient sans aucun retard. Il n'est pas dans notre sujet, par suite du cadre restreint de notre étude, de citer toutes les importantes réformes d'ordre divers déjà réalisées depuis le commencement du ^{xx}^e siècle. Nous devons néanmoins examiner, en ce qui concerne la procédure et la compétence, les institutions nouvelles et le mécanisme de l'organisation de la justice chinoise.

§ 2. — L'origine des lois judiciaires chinoises

En 1906 déjà, un bureau de codification, composé de plusieurs juristes étrangers, notamment de Japonais, fut institué en vue de l'élaboration d'un Code civil, d'un Code pénal et d'un Code de procédure, sur le modèle des Codes japonais, qui ont été eux-mêmes calqués sur les Codes européens. En 1907, un premier tribunal moderne fonctionnait à Pékin. Lorsque Yuan-Chi-Kou arriva à la présidence, le Gouvernement chinois fit de sérieux efforts, se conformant aux conseils des juristes européens et américains, pour mener à bonne fin l'œuvre de la réforme judiciaire. Les nouveaux Codes sont donc en harmonie avec les lois européennes, en dépit des quelques particularités nationales qui ne sont pour-

tant pas de nature à froisser les coutumes européennes. Le règlement provisoire des tribunaux supérieurs et inférieurs tient lieu des Codes de procédure, en attendant leur promulgation. Le Code pénal et certains chapitres des Codes de procédure civile et criminelle sont déjà appliqués provisoirement depuis 1912. Des lois commerciales et d'autres lois spéciales ont été également promulguées ; par exemple l'ordonnance sur les commerçants, celle concernant les sociétés commerciales, le règlement de la Cour d'arbitrage en matière commerciale, le Code forestier, la loi sur la chasse, la loi sur les contraventions de simple police, etc. Le bureau de codification s'est proposé dernièrement de réviser les projets du Code civil, du Code commercial, du Code de procédure civile et du Code de procédure criminelle et de les faire promulguer successivement dans le délai de cinq ans.

§ 3. — L'organisation actuelle.

D'après la loi sur l'organisation judiciaire (loi du 7 février 1910, modifiée en mai 1915), trois classes de tribunaux modernes ont été établies. Il existe à Pékin une Cour de cassation, dont la fonction principale consiste à unifier l'interprétation des lois. Dans chaque capitale provinciale est instituée une Cour

d'appel. Au-dessous, il y a les Cours de district, qui sont au nombre de quarante-six. Par suite de difficultés financières, on ne pouvait pas, comme pour les Cours d'appel, en établir une sur tous les territoires ; on en a installé seulement dans les ports ouverts au commerce étranger et dans les principales villes. Leur compétence est semblable à celle que possède le tribunal de première instance en France.

I. — *De la Cour de cassation.*

La Cour de cassation est le tribunal suprême, dispose l'article 33 ; le nombre des chambres civiles et criminelles varie suivant les affaires à juger. Elle connaît :

1^o Comme Cour de premier et dernier ressort : des affaires que les lois ou ordonnances placent sous sa juridiction particulière (art. 36) ;

2^o Comme Cour d'appel définitif : 1^o des appels contre les jugements rendus en premier appel par les tribunaux supérieurs ; 2^o des requêtes présentées conformément aux lois et aux ordonnances, en vue de faire réformer les ordres des tribunaux supérieurs.

La Cour suprême a un président qui en dirige le fonctionnement (art. 34). Il y a un président pour chaque chambre de la Cour de cassation.

II. — *De la Cour d'appel.*

Chaque Cour d'appel a un président qui en dirige le fonctionnement et en surveille l'administration (art. 26). Le nombre des Chambres civiles et criminelles de chaque Cour d'appel est en rapport avec le nombre des affaires à examiner (art. 25). Chaque Chambre a un président choisi parmi les juges. Les Cours d'appel connaissent :

1° Des appels contre les jugements rendus en première instance par les tribunaux de district ;

2° Des appels contre les jugements rendus en premier appel par les tribunaux de district ;

3° Des enquêtes présentées conformément aux lois et aux ordonnances en vue de faire réformer les ordres des tribunaux de district (art. 27).

Une Cour d'appel peut, dans certains cas, créer une section dans tout tribunal de district de son ressort.

III. — *Des tribunaux de district*

Chaque tribunal de district comprend autant de Chambres civiles et criminelles et autant de juges uniques qu'il sera nécessaire à raison du nombre des affaires (art. 17). Chaque tribunal de district a un

président qui en dirige le fonctionnement, en surveille l'administration et préside l'une des chambres (art. 18). Il y a un président pour chaque chambre. Ce président sera choisi parmi les membres de la Chambre.

La compétence des tribunaux de district est fixée de la façon suivante :

Comme tribunaux de première instance, ces tribunaux connaissent :

Des affaires de la compétence des tribunaux locaux et des affaires qui ne relèvent pas de la compétence spéciale de la Cour de cassation.

Comme tribunaux de premier appel, ces tribunaux connaissent :

1^o Des appels contre les jugements des tribunaux locaux ;

2^o Des requêtes présentées conformément aux lois et aux ordonnances en vue de faire réformer les ordres des tribunaux locaux (art. 19).

Il peut être établi, dans toute localité d'une province où les conditions locales le rendent nécessaire, une section de tribunal de district (art. 21).

L'institution du Ministère public étant adoptée, la loi établit en conséquence, auprès de chaque Cour, un parquet correspondant au rang de la Cour. C'est ainsi qu'il y a des procureurs généraux à Pékin, de hauts procureurs auprès de chacune des Cours d'ap-

pel et des procureurs de district dans chaque ville ou capitale provinciale ayant une Cour de district.

Les attributions des procureurs consistent, en matière pénale, à faire les recherches, à engager les poursuites et à surveiller l'exécution des jugements conformément au Code de procédure pénale ; en matière civile, à agir soit comme parties, soit comme représentants d'un établissement d'utilité publique d'après les règles du Code de procédure civile.

En vue d'assurer la bonne administration de la justice, il importe d'avoir, selon les principes de la législation moderne, un personnel judiciaire inspirant confiance au public. La loi sur le système judiciaire a établi, à cet effet, une organisation rationnelle. C'est au moyen des deux concours que se recrutent les juges. Pour être admis à concourir chaque candidat doit présenter un diplôme de droit, qui lui est délivré après trois ans d'études. Si ce premier concours est passé avec succès, le candidat doit faire un stage de deux ans près d'un tribunal ou d'un parquet de district pour pouvoir subir le deuxième concours. S'il a satisfait aux épreuves que le concours comporte, il peut alors être nommé juge ou procureur auprès d'un tribunal. En fait, la plupart des juges et des procureurs, étant diplômés des Universités étrangères, possèdent des connaissances juridiques suffisantes. Nous devons remarquer que,

d'après la loi, nul ne peut être nommé juge ou procureur s'il est inhabile à remplir des fonctions publiques par suite de privation des droits civiques ; ou s'il a subi une peine d'emprisonnement de trois ans ou plus , ou enfin s'il est failli non réhabilité.

Pour la procédure, deux grands principes sont observés par la loi : la publicité et la gratuité. La publicité est consacrée par l'article 50 de la constitution et par l'article 55 de la loi sur l'organisation judiciaire.

Les débats sont publics, à moins que cette publicité ne présente des inconvénients pour l'ordre social. Le tribunal a alors le droit d'ordonner le huis-clos. Mais, même dans ce cas, les jugements sont toujours rendus en audience publique et toute personne peut demander au greffier du tribunal une copie de ces jugements. La gratuité est la règle. Cependant, pour les affaires civiles, un droit de timbre est perçu au profit de l'Etat. Cette taxe est proportionnelle au chiffre de la demande, suivant un tableau fixé par la loi.

§ 4. — Garantie pour les étrangers

Signalons d'abord que le principe de la séparation des pouvoirs est consacré par la Constitution nationale. Il en résulte que les magistrats de l'ordre judi-

ciaire doivent jouir d'une indépendance complète et d'une protection pleine et entière, les mettant à l'abri dans l'accomplissement de leurs fonctions, de toute immixtion des pouvoirs législatif ou exécutif.

Les magistrats jugent en toute indépendance, sans intervention des fonctionnaires supérieurs (art. 51). Ils ne peuvent, pendant leur exercice, subir de réduction d'appointements ni être appelés à d'autres fonctions et ils ne peuvent être privés de leurs charges que s'ils sont convaincus des crimes ou des délits que la loi punit de la révocation.

Il ne suffit pas, pour donner confiance aux étrangers résidant en Chine, d'avoir une administration judiciaire d'une valeur équivalente à celle qui existe dans les pays de l'Europe et de l'Amérique ; il faut surtout que la liberté individuelle soit constitutionnellement protégée. C'est ce qu'a fait la constitution provisoire de la République chinoise de mars 1912. L'article 6 de cette constitution accorde en effet aux citoyens les droits naturels suivants : 1° aucun citoyen, sauf dans les cas prévus par la loi, ne peut être appréhendé, incarcéré, jugé ou puni ; 2° le domicile des citoyens, sauf dans les cas prévus par la loi, ne peut être violé ni faire l'objet de perquisitions ; 3° les citoyens ont le droit de posséder en toute sûreté des biens et d'exercer une profession. Les citoyens sont autorisés, d'autre part, à jouir de

la liberté de la parole, de la liberté de la presse, d'association, de résidence, de circulation, du culte et ils ont le droit absolu à l'inviolabilité de la correspondance.

Tous ces droits relèvent du domaine du droit public. Les garanties ainsi instituées peuvent supporter l'examen des jurisconsultes de tous les Etats et cet examen leur donnera la conviction que la législation chinoise, même dans ces textes encore provisoires, a été conçue dans le sens le plus libéral à l'égard des étrangers et qu'elle a mis à profit tous les progrès réalisés à l'heure actuelle dans la science de droit. Elle assure aux étrangers, en Chine, la jouissance de tous les droits qui sont accordés aux Chinois dans les pays d'Occident et au Japon. Le droit pénal lui-même leur donne toutes les garanties de loyauté et de célérité, dans l'instruction comme dans le jugement.

CHAPITRE II

§ 1. — Critique de la juridiction consulaire

1° *La diversité des lois applicables.* — On a qualifié, *ab irato* peut-être, le système de la juridiction consulaire d'« anarchie judiciaire ». Le mot semble mal employé. Car ce n'est pas le défaut du règlement qui est le vice du système. C'est plutôt la multiplicité et l'absence de concordance des réglementations. Nous savons que, d'après les règles en vigueur, l'action intentée doit être portée devant le juge consulaire qui a la même nationalité que le défendeur. S'il est Anglais, l'affaire ira devant les Cours britanniques ; s'il est Français, devant les Cours françaises ; s'il est Américain, devant les Cours américaines, etc. Les mêmes faits, considérés par une Cour, comme constituant des infractions et engendrant une action en justice, peuvent être qualifiés, par une autre Cour, d'actes n'ayant pas ce caractère. Il en résulte des solutions dissemblables s'appliquant à des faits identiques. Ainsi nul ne conteste que des différences de mœurs, de latitude, d'organisation peuvent créer

en Chine des infractions n'offrant aucune analogie avec celles prévues par la législation des pays européens. Si un occidental se rend coupable d'une infraction de cette nature, son impunité est absolue, puisque la loi locale lui est inapplicable. Si un Chinois commet en même temps une infraction identique, il est invraisemblable qu'il se voit appliquer la loi répressive nationale. Il est dès lors facile de se rendre compte des inégalités frappantes auxquelles ce système aboutit devant la justice.

2° *Difficultés relatives à l'obtention des preuves.* —

Un crime a été commis par un Européen à l'intérieur du pays ; il doit être sanctionné par la loi nationale du coupable. Mais la poursuite ne peut avoir lieu, d'après les traités, que conformément à la procédure de son pays. Il doit être, par conséquent, remis au Consul le plus proche pour être puni, et, sauf les restrictions nécessaires, il ne doit pas être maltraité. Si le coupable est Anglais, il est jugé par la Cour Suprême de Changhaï, qui peut se déplacer ; s'il est Américain, il est jugé par la Cour spéciale de Changhaï, de Canton, de Tientsin, ou de Hang Kow ; s'il est Français, par la Cour de Saïgon (loi du 28 avril 1869), ou par la Cour d'Hanoï (loi du 15 juillet 1910), quand le crime a été commis dans le Yunnan. Lorsque le criminel est ainsi déplacé pour être jugé dans un lieu éloigné de l'endroit où le crime a été commis,

il est évident que les témoignages seront difficilement obtenus ou contrôlés. Si l'infraction a été commise par plusieurs auteurs et qu'il y ait des complices n'ayant pas la même nationalité, des complications se produiront inévitablement. Chacun sera poursuivi devant sa juridiction nationale dans un lieu plus ou moins éloigné de celui de l'infraction et il est possible que les décisions ne concordent pas.

3° *L'action du tribunal vis-à-vis de l'attitude des témoins étrangers.* — Les témoins de nationalités différentes ne relèvent que de leurs autorités nationales. Si donc la déposition de l'un de ces témoins est requise au sujet d'une infraction, le tribunal ne peut le forcer à comparaître devant lui, parce que ce tribunal constitue une juridiction d'une nationalité différente de celle du témoin. En tout cas, le défaut de comparution ne pourra jamais être sanctionné que par le juge national du témoin défaillant,

4° *Le refuge dans une concession étrangère.* — Après le prononcé de la condamnation, le condamné peut se réfugier dans une concession appartenant à une nation différente. Or, sans l'autorisation du Consul de la concession du pays de refuge, aucun mandat ne peut être exécuté. Le condamné peut donc échapper pendant un temps plus ou moins prolongé à la répression.

5° Etant donné l'étendue des circonscriptions con-

sulaires dans lesquelles les Européens possèdent soit des établissements, soit des autorisations de circulation ; étant donné, d'autre part, que les consuls ne possèdent qu'un droit de surveillance, mais sans police ni force armée, il arrive souvent que des infractions très graves restent impunies, faute de procédés d'information et de moyens d'action suffisants.

6° En matière civile, les difficultés sont peut être plus graves encore et elles paraissent quelquefois insolubles. En Chine, les contrats interviennent le plus souvent entre personnes de nationalités différentes. Dès lors, voici la difficulté qui s'élève : le demandeur doit assigner le défendeur devant le tribunal de ce dernier, en vertu de la règle (*actor sequitur forum rei*). Ce tribunal appliquera naturellement au litige sa loi nationale et fera abstraction de toute autre, de telle sorte que ce ne sera qu'au moment d'un procès qu'on connaîtra la loi qui régira le contrat. Qu'on suppose plusieurs défenseurs de nationalités diverses, chacun devra être assigné devant son tribunal propre. Que deviendront alors, en présence des juges différents et de législations dissemblables, les règles d'application courante : telles que celles de la solidarité, celles de la faillite, celles concernant les sociétés commerciales ? Il sera en outre, impossible d'introduire des demandes reconventionnelles, ou d'user du droit d'intervention dans un procès.

7° Les fonctions consulaires et judiciaires sont contradictoires. L'attribution principale du Consul est de veiller aux intérêts nationaux et il ne doit pas être en même temps juge, puisque le devoir de protéger certaines personnes et l'administration d'une justice impartiale entre les personnes protégées et leurs adversaires sont inconciliables ; le principe de la séparation des fonctions administratives et judiciaires ne permet pas une pareille pratique.

§ 2. — Abolition du régime des capitulations au Japon

Nous avons vu que, par suite des tentatives répétées faites par le Japon en vue d'obtenir la disparition du système des capitulations, le résultat tant désiré par la Chine a été récemment atteint par le Japon, alors que sa situation était cependant, au point de vue de ses relations avec les puissances occidentales, absolument semblable à celle de Chine. Il n'y avait qu'une différence : savoir que les relations de la Chine avec les puissances étrangères sont beaucoup plus anciennes que celles du Japon. Celles-ci ne datent que de 1854, lors de l'expédition du Comodore américain Perry. Dès cette époque, les traités suivants furent signés avec les Etats-Unis, le 29 juillet 1858 ; la Hollande, le 18 août 1858 ; la

Russie, le 18 août 1858 ; l'Angleterre, le 26 août 1858 ; la France, le 19 octobre 1858 ; le Portugal, le 3 août 1860 ; la Prusse, le 24 janvier 1861 ; la Suisse, le 6 février 1864 ; la Belgique, le 1^{er} août 1866 ; l'Italie, le 21 août 1866 ; le Danemark, le 12 janvier 1867 ; l'Espagne, le 12 novembre 1868 ; la Suède et la Norvège, le 28 mars 1868 ; l'Autriche-Hongrie, le 18 octobre 1869 ; la Chine, le 13 septembre 1871 ; le Pérou, le 21 août 1872 (1).

Le résultats de cette série de traités fut l'ouverture de sept ports, avec le droit d'établissement de résidence et l'institution pour les étrangers d'un régime de privilèges et d'immunités calqué sur le régime alors en vigueur en Chine. En outre, dès 1872, des négociations furent entamées en vue de la révision de ces traités. Les Etats-Unis signèrent, en 1876, un nouveau traité par lequel ils s'engageaient à renoncer à l'immunité de juridiction si toutes les puissances consentaient des conventions analogues. D'autre part un effort sérieux a été manifesté par le Japon dans l'œuvre de l'organisation judiciaire qui a pour base les législations occidentales. En effet, le Code pénal et le Code de procédure criminelle ont été mis en vigueur au Japon en 1882 ; la loi sur la réforme judiciaire a été promulguée en 1890 et le Code de

1. V. *Arbitrage des baux perpétuels au Japon*, 1905.

procédure civile est entré en application à partir de 1891. Afin d'atteindre le but visé, deux conférences se sont successivement réunies à Tokio en 1882 et 1886 ; il y fut stipulé, notamment que, pendant une période à déterminer, il serait institué des tribunaux mixtes avec adjonction de juges étrangers aux membres de hautes cours de justice japonaises, avec emploi d'une langue européenne dans les procédures et dans les procès où des étrangers seraient intéressés. Mais cette organisation est demeurée sans résultat.

Ultérieurement les puissances occidentales ont accepté des innovations plus radicales. En 1894, l'Angleterre a renoncé à l'immunité de juridiction par un traité conclu à Londres. Ce traité fut immédiatement suivi de traités analogues signés avec les Etats-Unis, l'Espagne, l'Italie, la Suisse, la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark, la Suède et la Norvège, le Mexique et le Brésil. Enfin la France, par le traité du 4 août 1896, a adhéré au nouveau régime, qui comporte :

- 1° l'ouverture aux étrangers non plus de quelques ports, mais de l'ensemble du territoire japonais, avec faculté de voyager, de s'établir, d'exercer une profession, d'acquérir et de transmettre, entre vifs ou par succession ou par testament, les valeurs mobilières de toutes sortes ; les immeubles ne pouvant d'ailleurs faire l'objet que de baux emphytéotiques ;
- 2° l'abolition de l'immunité de juridiction et des tri-

bunaux consulaires, la reconnaissance de la compétence des tribunaux japonais à l'égard des étrangers. L'incorporation des quartiers étrangers aux communes respectives du Japon et le rattachement de ces quartiers au système municipal japonais ont constitué également un progrès sérieux ; 3° le respect du domicile et le libre exercice privé ou public du culte ont été assurés aux Européens.

Le nouveau régime est entré en vigueur en 1899. Le Japon a pleinement exécuté le programme qu'il s'était tracé et il a entièrement justifié la confiance dont il revendiquait le bénéfice. En 1911, de nouveaux traités furent signés avec toutes les Puissances, traités réglant à nouveau certaines questions accessoires, mais confirmant sans difficulté l'œuvre de 1894 et de 1896.

Le régime des capitulations a été supprimé en Corée, comme au Japon, à la suite de l'annexion de ce pays par l'empire japonais, aux termes du traité du 20 août 1910. Il en est de même au Siam ; le Gouvernement siamois, en 1907, a réclamé et obtenu la juridiction sur ses ressortissants, sans distinction entre ses sujets et les protégés d'une autre nation. Avant cette date, c'est-à-dire à partir de 1856, et jusqu'en 1904, la compétence appartenait à un tribunal mixte composé de Français et de Siamois. En 1904, un traité nouveau fut conclu ; l'article 12 de

cette convention accordait la compétence exclusive au tribunal français en matière civile et criminelle, quand le défendeur était français ou protégé ; mais, si le défendeur était Siamois, c'était la Cour des causes étrangères qui était compétente. En 1909, l'Angleterre renonçait au privilège de l'extra-territorialité non seulement pour ses protégés, mais même pour ses sujets ; ceux-ci ont toutefois le droit d'avoir un conseiller légiste européen, dont l'avis est prépondérant. Il est probable que les autres puissances imiteront à bref délai l'exemple donné par la France et la Grande-Bretagne et renonceront, elles aussi, au régime des capitulations, dès que les Codes spéciaux seront entrés en vigueur.

En 1913, la Grèce, victorieuse dans la guerre contre la Turquie, avait notifié aux Puissances que l'abolition du régime des capitulations était prononcée sur les territoires nouveaux qu'elle venait de conquérir. La Turquie avait fait, à plusieurs reprises, des démarches auprès des Puissances pour la suppression des capitulations ; tant il est vrai que ce régime exceptionnel porte atteinte à la souveraineté nationale. Après la guerre de Crimée, en 1858, la Turquie fut admise à participer au droit public et à entrer dans le concert européen. Toutefois la disparition des capitulations n'avait pu être obtenue. Les étrangers possédaient non seulement l'immunité de

juridiction, mais encore l'exemption des impôts et une administration postale distincte. C'était pour ces motifs que, aux termes d'une circulaire du 11 octobre 1881, la Sublime Porte avait essayé d'abroger diverses prérogatives concédées aux Consuls. Mais, devant les protestations des Puissances, elle dut s'incliner. Jusqu'en 1897, le régime des capitulations avait été imposé à la Turquie au profit de la Grèce. Après la guerre de 1897, lorsque la Turquie, victorieuse, avait réclamé la suppression de ce régime, les puissances intervinrent et maintinrent les capitulations. Lors de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche Hongrie en 1909, la Porte ottomane, s'autorisant de l'appui de cette dernière puissance, laissait entrevoir la suppression prochaine du régime capitulaire. Enfin, au début de la Grande Guerre, la Turquie, aidée par les Empires centraux, abolit le régime des capitulations les postes étrangères et menaça de fermer les écoles et les hôpitaux européens, en dépit des protestations énergiques des représentants de l'Entente. Il est évident, toutefois, que la Turquie ne peut pas, de sa seule volonté, effacer les conventions bilatérales émanant des accords signés par elle avec d'autres Etats.

En 1868, le ministre Egyptien Nubar Pacha fit des démarches pour que les consuls aient désormais moins de pouvoirs juridictionnels. A la suite de son

initiative, une conférence internationale fut réunie au Caire le 18 octobre 1869. Les Puissances y décidèrent la création des tribunaux mixtes, qui se sont substitués provisoirement au régime des capitulations. Cependant celui-ci reste la règle absolue. Les tribunaux mixtes ne sont établis qu'à titre d'essai pendant un délai de cinq ans (1). Ils ont, d'ailleurs, été prorogés. On doit reconnaître que les civilisations modernes pénètrent progressivement en Egypte ; ce pays, par des institutions toutes nouvelles, leur est de plus en plus favorable, de sorte que « l'Egypte cesse d'être Turque pour devenir Européenne (2). » On sait, du reste, que, depuis le mois de décembre 1914, l'Egypte s'est affranchie de la suzeraineté turque et a passé sous le protectorat britannique. Le régime des capitulations ne saurait, dans ces conditions, être conservé par le pays protecteur.

§ 3. — Les progrès réalisés par la Chine qui, à ce point de vue, est à la hauteur des puissances occidentales.

Depuis que nombre d'événements malheureux se sont produits en Chine, s'ajoutant dès le début du

1. Henri Bonfils, *Manuel de droit international public*, p. 499.

2. Timmermain, *la Réforme judiciaire en Egypte et les capitulations*, p. 82.

xx^e siècle, aux précédents (la guerre contre le Japon, l'insurrection des Boxers, etc.), le mouvement réformiste est apparu, le sentiment patriotique s'est éveillé, la mentalité chinoise s'est modifiée. L'idée de libération et d'indépendance s'est formée dans l'esprit de la génération nouvelle, qui sait, par les paroles et les écrits d'une nombreuse élite, que la Chine, pour devenir l'égale des nations avancées, et par conséquent pour supprimer tous les droits et privilèges accordés sous l'ancien régime, aux étrangers ne doit plus demeurer indifférente, comme autrefois, aux institutions européennes et aux civilisations modernes. La nation chinoise se trouve ainsi définitivement engagée dans la voie de l'émancipation et du progrès.

A titre de preuve éclatante de l'énergie de ce mouvement, nous devons signaler, en dehors des réformes déjà réalisées sur de nombreux points, le manifeste que le Président de la République chinoise. M. Ksui-chen-Tchang, adressait, le 4 septembre 1918, à la nation, à l'occasion de son élection; ce manifeste est à souligner tout en raison de l'esprit libéral dont il est imprégné qu'à cause de l'intérêt qu'il offre pour l'avenir du pays : 1^o la loi, déclare-t-il, doit être obéie par tout le monde, pour assurer à jamais les fondements de la République de Chine. La nation entière devra s'opposer aux projets de ceux

qui poursuivraient des fins personnelles par des moyens en contradiction avec la forme du Gouvernement républicain ; 2° l'instruction sera obligatoire pour tous, de manière à développer l'intelligence du peuple et on insistera particulièrement sur l'éducation morale, afin de guider la jeunesse dans la voie du devoir ; 3° chacun jouira de la liberté de croyance ; 4° la construction des chemins de fer sera activée et les fleuves seront canalisés, en vue de faciliter le transport des produits chinois. En outre, l'établissement des fabriques et des manufactures sera encouragé, de manière à améliorer les conditions économiques du pays et à fournir au peuple les moyens de vivre ; 5° comme les gisements des minerais en Chine sont très riches, l'exploitation des mines sera recommandée et les règlements miniers seront révisés pour faciliter aux capitalistes étrangers l'appui financier qu'ils pourront donner à ces entreprises, ainsi que pour parer au déficit que subit la nation ; 6° le capital étranger sera utilisé ; mais il devra être consacré à des fins déterminées et non à d'autres ; 7° la loi chinoise actuelle sera améliorée et mise au niveau de celles des autres nations, de manière à préparer l'abolition des droits extra-territoriaux exercés par les puissances étrangères et à poser les fondements d'un régime de résidence mixte pour les étrangers à l'intérieur du pays ; 8° quant aux affaires diploma-

tiques, les relations amicales avec les diverses nations seront fortifiées et il sera accordé à celles-ci un traitement juste et conforme au droit.

Ce manifeste avait produit une meilleure impression aussi bien dans le monde politique que celui des Légations. Il est absolument certain, que devant la sincérité et le désir réel du Président, ce programme ne sera nullement négligé (1).

Parmi les réformes déjà réalisées, il faut noter celles qui nous paraissent les plus importantes. Ce sont : la réforme judiciaire, la réforme pénitentiaire, la réforme de l'enseignement, la réforme monétaire, les mesures concernant les emprunts, les postes, et les chemins de fer. Ces progrès marqués, dans l'ordre politique, administratif et économique, datent du début du xx^e siècle ; ils ont été réalisés notamment après la révolution de 1911, qui a substitué au régime autocratique un régime démocratique. La nouvelle Chine, désireuse de suivre l'exemple du Japon, s'est transformée et espère, dans un avenir prochain, jouir des bienfaits du droit public moderne et entrer dans la communauté internationale. Nous estimons que, après avoir réalisé son programme de réformes sur tous les domaines, la civilisation chinoise sera

1. Voir supplément du *Temps*, n^o de septembre 1919.

égale à celle des autres puissances ; dès lors celles-ci ne pourront pas, contrairement aux principes de justice et d'équité, la traiter différemment du Japon.

CONCLUSION

L'unité de souveraineté sur un territoire donné est un principe de civilisation dont la nécessité se dégage nettement de l'histoire des évolutions politiques des différentes nations du monde. Partout où l'on s'en est écarté, quels qu'aient été les motifs, justificatifs ou non, qui ont été la cause de cette attitude, l'Etat sur le territoire auquel les attributions de la souveraineté ne sont pas restées intégralement entre les mains des autorités s'en est trouvé affaibli matériellement et moralement. Une déperdition de force en est résultée. Est-il admissible, dans l'état actuel de l'évolution du peuple, que, en matière de police, les Consuls aient le droit de se saisir de leurs nationaux et de les renvoyer devant les tribunaux de la métropole ; sans que les autorités indigènes puissent intervenir ? A-t-on remarqué que ce système a pour effet de supprimer toute procédure d'extradition ? Cependant tous les Etats ont cherché à s'assurer, dans les traités d'extradition, un droit de contrôle sur les motifs pour lesquels un étranger pouvait être revendiqué par la justice de son pays : droit de

contrôle fondé non seulement sur le souci de maintenir une prérogative morale de souveraineté, mais aussi sur le désir de réserver d'abord au pays de refuge son droit de sanction pour les infractions dont le réfugié a pu se rendre coupable sur son territoire. Il n'est pas besoin d'insister sur la légitimité de cette exigence. Elle reste cependant sans satisfaction en Chine, par suite du droit d'expulsion appartenant au Consul, qui peut y trouver un moyen de soustraire ses nationaux à toute justice locale. Etant donné les résultats, satisfaisants déjà, qui ont été obtenus et les progrès qui s'accomplissent chaque jour dans le domaine législatif et judiciaire, les motifs invoqués pour l'application en Chine du régime des capitulations ont cessé d'exister. S. E. Liou-Che-Shum, ministre de Chine à Paris, déclarait, en octobre 1905 (1), que le privilège de l'extraterritorialité, inacceptable plus longtemps pour la Chine, avait assez duré et que l'apparition des nouveaux codes, et l'organisation d'une police et d'une justice meilleures, allaient contribuer à sa disparition.

Nous avons déjà constaté que, au début du siècle, l'Angleterre, les Etats-Unis, et le Japon ont conclu chacun séparément avec la Chine un traité de commerce par lequel ces puissances ont adhéré en prin-

1. *Echo de Paris*, n° du 10 octobre 1905.

cipe à la suppression des privilèges résultant de l'application de l'extraterritorialité, dès que les codes chinois seront promulgués et que leur application aura procuré des résultats satisfaisants, de façon à donner pleine confiance aux étrangers pour le respect de leurs droits. Cette promesse des trois puissances ne tardera pas, espérons-le, à être exécutée, puisque les conditions exigées pour la sécurité des biens et des personnes des étrangers se sont réalisées. Il est certain que l'abolition des capitulations doit être consentie par l'accord unanime des puissances ; mais, quand les trois puissances prénommées auront accepté cette abolition, les autres ne pourront plus invoquer de raisons valables pour refuser leur adhésion. Grâce à l'application plus générale des lois du pays par des tribunaux nationaux, l'administration deviendra plus efficace, et le Gouvernement chinois sera tout naturellement amené à ouvrir le pays entier au commerce et à la résidence des étrangers. Nous ajoutons que, lors de la Conférence de la Paix réunie à Paris dès le mois d'avril 1919, la Délégation chinoise, invoquant les quatorze points du Président Wilson, qui ont pour objet la sauvegarde des principes de justice, d'égalité et de respect de la souveraineté des nations, principes qui sont acceptés par les puissances alliées, avait soumis aux Etats représentés à la Conférence certaines questions impor-

tantes à résoudre : renonciation aux sphères d'influence ou d'intérêt ; retrait des troupes et des forces de police étrangères ; suppression des postes, des stations radiotélégraphiques et télégraphiques étrangères ; abandon des territoires cédés à bail ; restitution des concessions municipales étrangères ; autonomie en matière de tarifs douaniers.

Quant à l'abolition de la juridiction consulaire, la Délégation demandait que, en attendant cette abolition, les puissances conviennent : 1° Que toute affaire mixte, civile ou criminelle, où le défendeur ou accusé est chinois, sera examinée et jugée par les tribunaux chinois, sans qu'aucun fonctionnaire ou représentant consulaire soit présent, ou intervienne à la procédure ni au jugement ; 2° Que les mandats et jugements régulièrement émis ou prononcés par les tribunaux chinois soient exécutoires dans les concessions et à l'intérieur des constructions appartenant à des étrangers, sans examen préalable par un fonctionnaire étranger de l'ordre consulaire ou judiciaire. Tout dernièrement, le 23 mars 1920, on pouvait lire, dans le *Temps*, un article publiant les cinq décrets du Président Hsui-Chen-Tchang, relativement au statut juridique des étrangers ressortissant à des pays sans traités avec la Chine. Ces pays sont les nouveaux Etats d'Europe ; d'autres aussi, comme la Roumanie, et la Grèce. De plus, les traités

entre l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, d'une part, et la Chine, de l'autre, sont abolis. Le premier décret (27 avril 1919) pose le principe suivant : Les sujets de pays sans traités, qui résident ou voyagent en Chine, doivent se conformer aux lois et décrets de la Chine et ne peuvent être protégés par d'autres puissances. Le second décret (23 mai 1919) établit la procédure civile et criminelle à leur appliquer. Le troisième décret (13 juin 1919) fixe les taxes et impôts qu'ils doivent payer. Le quatrième décret (22 juin 1919) est relatif à la protection de leurs personnes et de leurs biens. Enfin le cinquième décret (25 juin 1919) stipule :

Article premier. — Les sujets de pays sans traités n'ont, à l'intérieur des limites de la République chinoise, le droit d'obtenir aucune permission spéciale (concession) pour les exploitations agricoles, forestières, minières, industrielles, commerciales, ainsi que pour la pêche et l'élevage du bétail.

Art. 2. — Les individus qui appartenaient autrefois à des pays ayant conclu des traités avec la Chine, et qui sont maintenant sujets de pays sans traités, perdent les droits, énumérés à l'article précédent, dont ils avaient antérieurement obtenu la concession en vertu de permissions spéciales. C'est ce der-

nier décret qui touche la question des Allemands en Chine. Ainsi se trouveraient réalisés les desiderata de ceux qui pensent que la Chine est maintenant à la hauteur des puissances Européennes.

Le Doyen
LARNAUDE

Le Président de la thèse,
A. WEISS

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris
P. APPELL



BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES A CONSULTER

- Timmermain (G.)*. — La réforme judiciaire en Egypte et les constitutions.
- Baudez (Marcel)*. — Essai sur la condition juridique des étrangers en Chine.
- Pélissié du Rausas (G.)*. — Le régime des capitulations dans l'Empire ottoman.
- Bonfils (Henry)*. — Manuel de droit international.
- Féraud-Giraud (L.-G.-D.)*. — Juridiction française dans les Echelles du Levant.
- Commentory on international Law, ed. Aboy, 1866.
- Madrolle*. — Les premiers voyages français en Chine. La compagnie de la Chine.
- Cordier*. — Relations de la Chine avec les Puissances occidentales. L'expédition de Chine, 1857-1858.
- Tchou Ngao-Siang*. — Le régime des capitulations en Chine, 1915.
- Terlinden*. — Le port de Venise au moyen âge.
- Lorimer*. — Principes de droit commercial.
- Despagnet*. — Cours de droit international public, 4^e édition.
- Dujardin-Beaumetz*. — Bulletin de la Société de Géographie.
- Renaud*. — Relation des voyages faits par les Arabes et les
- Yen-Tsine Keun

Persans dans l'Inde et en Chine au ix^e siècle de l'ère chrétienne.

Wells Williams.

Theng-Ki-chan. — La Politique de la Porte ouverte en Chine.

Statesmans. — Year book for, 1913.

Mérignac. — Le Droit de la paix.

Sirey. — 1895.

Renault. — Projet de réforme judiciaire en Egypte.

V. Arbitrage des baux perpétuels au Japon.

Supplément du « Temps », septembre 1919.

L'Echo de Paris, 10 octobre 1905.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	5

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. —	9
-------------------------------	---

§ 1. — Ce que c'est que les capitulations. Leur origine (traité de 1535 entre François 1 ^{er} et Soliman le Magnifique, sultan de Turquie).	9
--	---

§ 2. — Comment expliquer le régime de faveur résultant des capitulations au profit des occidentaux ?	12
--	----

§ 3. — Comment les capitulations avec la Turquie ont servi de modèles à toutes les conventions postérieures du même genre	24
---	----

§ 4. — Les privilèges que comportent, en général, d'après les traités, les capitulations au profit des occidentaux, au triple point de vue civil, commercial et criminel.	27
---	----

CHAPITRE II. —	34
--------------------------	----

§ 1. — Origine des capitulations en Chine. Exposé sommaire de l'état des relations entre la Chine et les Puissances européennes, depuis l'origine jusqu'à la première moitié du xix ^e siècle.	34
--	----

§ 2. — La guerre de l'Opium. Traité de Nankin de 1842 et de 1844.	43
---	----

§ 3. — Nouvelle guerre avec l'Angleterre ; traité de Tien-Tsin de 1858	48
--	----

CHAPITRE III. —	55
§ 1. — Etat et fonctionnement des capitulations en Chine. Le principe de l'extra-territorialité et les concessions accordées par la Chine aux Européens.	55
§ 2. — Droit et exercice des juridictions consu- laires en matière civile, commerciale et crimi- nelle, entre Chinois et étrangers.	65
§ 3. — Entre étrangers de nationalités différentes.	73
§ 4. — En matière criminelle	74

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. —	77
§ 1. — La question du maintien des capitulations en présence des nouvelles institutions que la Chine s'est données.	77
§ 2. — Les lois sur la réforme judiciaire. Leur origine.	78
§ 3. — Leur organisation actuelle.	79
§ 4. — Les garanties qui en résultent pour les étrangers.	84
CHAPITRE II. —	87
§ 1. — Critique de la juridiction consulaire.	87
§ 2. — Abolition du régime des capitulations au Japon et dans les autres pays.	91
§ 3. — Les progrès réalisés par la Chine, qui, à ce point de vue, est à la hauteur des puissances occidentales	97
CONCLUSION	102
BIBLIOGRAPHIE. — Ouvrages à consulter.	109

